

OMS-AFRIQUE

Les enjeux sanitaires du continent en débat à Brazzaville



Le président de la République et les participants à la 74^e session de l'OMS -Afrique

Le président Denis Sassou N'Gusso a ouvert hier, dans la capitale, les travaux de la 74^e session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique qui a pour thème « Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde ». « Il s'agit de focaliser nos actions sur les problèmes de santé les plus en vue, sous le leadership de l'OMS », a-t-il déclaré après avoir reçu une distinction de l'OMS pour son engagement dans le domaine de la santé. Les travaux de cette session, qui prendront fin le 30 août, déboucheront sur l'élection du nouveau directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

Page 16

PROJET AGRITECH

Promouvoir une agriculture résiliente



Les parties prenantes au Projet AgriTech se sont réunies, le 26 août, à Brazzaville dans le cadre d'un atelier destiné à peaufiner les stratégies pour la pratique d'une agriculture résiliente en République du Congo. Cette rencontre a été organisée par l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Page 5

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Belle entame pour AS Otohô



Avec un avantage de deux buts, AS Otohô abordera la manche retour dans de meilleures dispositions Adiac

Le club qui représente le Congo à la Coupe africaine de la Confédération de football s'est imposé 2-0 en match aller du premier tour préliminaire de la compétition face aux Equato-guinéens de 15 de Agosto à Brazzaville. La manche retour se disputera ce 28 août. A défaut d'une victoire, un match nul suffira pour la qualification de l'AS Otohô au deuxième

tour. « Il y a beaucoup de choses à améliorer. Le plus important est de gagner », a fait savoir Barthélemy Ngatsono, l'entraîneur de l'AS Otohô.

Page 15

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Idah-Congo va mobiliser les financements innovants

En vue de soutenir les politiques publiques, l'Institut de développement et d'action humanitaire-Congo (Idah-Congo) s'est engagé à mobiliser des financements innovants. L'ambition des experts congolais et africains qui animent cette plate-forme est de contribuer à l'amélioration de l'indice de développement humain dans le pays.

Page 3

Éditorial
Mobiliser

Page 2

ÉDITORIAL

Mobiliser

Les membres du Conseil départemental et municipal de Brazzaville ont doté la commune d'un budget de plus de 55 milliards de francs CFA pour l'exercice 2024 contre plus de 42 milliards en 2023. La somme à mobiliser devrait permettre de relever certains défis auxquels la capitale congolaise est confrontée.

On le sait, les effets des changements climatiques mettent les villes à rude épreuve, notamment avec les pluies abondantes, les érosions, l'ensablement, la hausse de la température. Bref, autant de problèmes dont la résolution nécessite de mobiliser des moyens financiers conséquents.

La municipalité de Brazzaville est appelée à intensifier les recouvrements pour collecter les recettes et les sécuriser afin d'avoir une marge de manœuvre qui lui permettra de procéder à l'assainissement des quartiers, l'aménagement et le bitumage des rues et avenues, l'afforestation et l'amélioration des espaces verts.

Mais pour réussir une telle entreprise, les réseaux mafieux devront être débusqués et mis hors d'état de nuire, les agents municipaux et les contribuables conscientisés.

Seules l'orthodoxie financière et l'accessibilité aux ressources budgétaires permettront aux services communaux de répondre aux attentes de la population parmi lesquelles l'éclairage public, le traitement régulier des nids de poule, le curage des caniveaux, la canalisation des eaux pluviales. Brazzaville attend de revêtir sa blouse de ville verte.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le MSR affiche ses ambitions pour 2026

Le président du Mouvement solidaire pour la République (MSR), Armand Mpourou, a annoncé le 24 août, à Brazzaville, que son parti ambitionne de briguer la magistrature suprême en 2026 et va présenter, en janvier prochain, son programme de société.

Le candidat déclaré à la présidentielle de 2026 s'est, au cours d'un point de presse animé à son domicile dans le 7e arrondissement de Brazzaville, Mfilou, présenté comme la seule alternance au camp présidentiel. Aspirant au changement, il prône le réveil, la réforme (changement de mentalité, de principes, de façon de vivre) ; la richesse ; la maîtrise de l'immigration. Dans sa vision, Armand Mpourou est pour l'abrogation des accords entre le Congo et le Rwanda concernant l'autorisation d'occuper des terres congolaises ainsi que des accords militaires et techniques. Il œuvre aussi pour la suppression du décret portant création de trois nouveaux départements, le lancement d'un audit des comptes publics et de toutes les administrations publiques.

« Le parti que nous conduisons est aujourd'hui la seule alternance crédible, responsable, capable d'engager le redressement du pays, dans le respect des institutions et des libertés individuelles et bien sûr, de l'unité de la nation. Nous sommes le seul rempart républicain face au pouvoir actuel réuni sous la bannière majorité présidentielle conduite par le PCT et apparentés », a-t-il déclaré. Armand Mpourou a précisé que le reste du



Armand Mpourou

programme sera dévoilé dans les détails lors de la rentrée politique du parti, en janvier 2025.

Comme lors du précédent point de presse animé le 31 mai dernier, le président du MSR a dénoncé quelques maux qui minent la société congolaise. « Notre pays est confronté à un chômage record et s'enfoncé dans la récession autant que dans la corruption en toute impunité. Tout augmente ; les soins et le logement, le transport, le gaz, l'eau et l'électricité, les denrées alimentaires et le matériel de construction. L'industrie a été abandonnée depuis trop longtemps et nos agricul-

teurs n'arrivent pas à vivre de leur travail. L'école et l'hôpital sont abîmés, les agents publics stigmatisés partout, l'insécurité gagne du terrain et la justice perd les moyens », a dénoncé Armand Mpourou.

Créé sur les cendres de la Dynamique pour le développement du Congo, le MSR est un parti « d'essence citoyenne », membre du Bloc des républicains, une plateforme de trois partis dont l'Union pour la restauration du Congo de Dominique Basseyla et l'Union des forces vives de la nation de Jean Michel Ebaka.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

PORTS D'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Une Congolaise prend les rênes du Réseau des femmes

Elue coordonnatrice générale du Réseau des femmes professionnelles maritimes et portuaires de l'Afrique de l'Ouest et du centre (RFPMP-AOC) lors de la 5e assemblée générale élective dudit réseau tenue le 1er août à Abidjan en Côte d'Ivoire, Magali Line Victoire Thaddees a été présentée le 22 août à l'auditorium du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN), en présence d'Honoré Sayi, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande.

Magali Line Victoire succède à l'Ivoirienne Florentine Guilard Koidio, qui a longtemps dirigé le RFPMP-AOC. La Congolaise est aussi la première femme de l'Afrique du centre à diriger le réseau qui a vu le jour il y a plus de dix-sept ans. C'est à la fois un honneur et une responsabilité pour le Port autonome de Pointe-Noire qui, depuis un bon moment, s'est engagé à valoriser les femmes du secteur maritime et portuaire afin qu'elles rivalisent dans le travail avec les hommes, a dit Séraphin Bhalat, directeur général du Port autonome de Pointe-Noire qui, après avoir fait un rappel historique des femmes qui se sont illustrées dans le secteur maritime par le passé, a salué la détermination de Magali Line Victoire Thaddees qui, depuis quelque temps, dirige le Point focal Congo du RFPMP-AOC, un organe de l'Association de gestion des Ports de l'Afrique de l'Ouest et du centre. « La République a été honorée, le gouvernement et le président de la République. Nous avons espoir que vous mettez suffisamment de volonté et d'en-



La photo de famille après la cérémonie de présentation de la coordonnatrice générale du RFPMP-AOC/Adiac

gagement en démontrant votre savoir-faire dans la conduite de cet organe en mettant en avant la promotion de la femme. C'est cela que la République attend de vous », a dit Honoré Sayi. Et le ministre de demander aux responsables d'entreprises et de structures sous-tutelle d'imiter le directeur général du Port autonome dans sa politique de valorisation de la gent féminine dans son entreprise. Attachée auprès du directeur

général du Port autonome de Pointe-Noire, Magali Line Victoire Thaddees a déclaré : « Je pense profondément que je suis dans la joie car le résultat de cette élection est la récompense de plusieurs années de travail acharné, d'abnégation, de résilience. Le chemin était difficile certes mais voilà nous y sommes. » Elle a remercié le ministre Honoré Sayi, son homologue ivoirien à l'élection, le directeur général du PAPN qui l'a toujours

soutenue et les collègues femmes du secteur maritime. Pour la nouvelle coordonnatrice générale du RFPMP-AOC, les principaux axes de son action sont : assurer la visibilité du réseau en prenant part aux divers événements de représentation, développer les accords de partenariat avec des entités internationales pour faire bénéficier aux dames le savoir-faire qui se développe dans d'autres lieux en vue de renforcer leurs capacités, assu-

rer le développement et l'installation des réseaux locaux au sein de tous les membres, assurer l'élaboration et la mise en place effective des politiques qui contribuent à promouvoir la carrière des femmes au sein des structures membres. Magali Line Victoire Thaddees est ingénieure en innovations sociales et administratives des affaires sociales en service à la direction générale du Port autonome de Pointe-Noire.

Hervé Brice Mampouya

DISPARITION

Marie Louise Tono sera inhumée le 27 août à Brazzaville

Décédée le 8 août à Bordeaux, en France, la députée de la première circonscription électorale d'Epéna, dans le département de la Likouala, Marie Louise Tono, sera inhumée le 27 août au cimetière du centre-ville de Brazzaville.

La dépouille de l'illustre disparue est arrivée à Brazzaville le 25 août où elle a été accueillie à l'aéroport international Maya-Maya par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, accompagné par son homologue du Sénat, Pierre Ngolo. Membre de la commission défense et sécurité de l'Assemblée nationale, Marie Louise Tono siégeait à l'hémicycle depuis 2007.

Peu avant son inhumation, Marie Louise Tono recevra des hommages de sa formation politique, le Parti congolais du travail, en matinée au siège communal de Mpila. Son corps sans vie sera ensuite exposé au Palais des congrès de Brazzaville où la République lui rendra un dernier hommage. « La vie de notre collègue Marie Louise Tono s'est arrêtée brutalement, ce 8 août 2024. Elle a déposé pour toujours son écharpe tricolore. Femme humble, discrète, souriante, l'élue de la première circonscription d'Epéna a consacré sa vie au service public. Elle a défendu les causes nobles et



Marie Louise Tono

justes avec engagement, et toujours avec passion et détermination. En tant que parlementaire, elle n'a eu de cesse de marquer les esprits par son dévouement, son expérience et sa compétence, au sein de l'Assemblée nationale et du Parlement panafricain », s'exprimait Isidore Mvouba à la clôture de la sixième session ordinaire de l'Assemblée nationale, le 13 août, en guise d'hommage à l'illustre disparue.

Parfait Wilfried Douniama

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ONG Idah-Congo entend contribuer à la mobilisation des financements innovants

L'Institut de développement et d'action humanitaire-Congo (Idah-Congo) a été officialisé au cours de l'assemblée générale constitutive tenue les 3 et 6 août à Brazzaville. La nouvelle plateforme s'impose comme un acteur de développement local et de mobilisation de financements innovants pour soutenir les politiques publiques.

L'Organisation non gouvernementale (ONG) Idah-Congo s'est engagée à promouvoir des technologies alternatives pour un développement inclusif durable ; à œuvrer pour la protection et la préservation de l'environnement ; à militer pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; à améliorer l'indice de développement humain de la population ; ainsi qu'à participer au développement des économies locales et des mécanismes de financements innovants en appui aux politiques publiques et territoriales. Pour atteindre ses objectifs, l'Idah-Congo mise sur les échanges nationaux et internationaux en matière de partage des bonnes pratiques d'inclusion sociale, les partenariats publics privés et

la mise en œuvre des projets structurants de développement. L'ONG compte réaliser des études spécifiques en rapport avec ses missions. À cela s'ajoutent l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques et territoriales, l'appui au dispositif de qualification professionnelle en vue de l'employabilité et la promotion des nouveaux modèles expérimentaux de production, de commerce, d'emploi et de crédit.

La plateforme est dotée de cinq organes dirigeants composés de l'assemblée générale, du Conseil d'administration, du secrétariat exécutif permanent, du Conseil fiscal et du Comité des experts. Les fondateurs de l'Idah-Congo ont, par exemple, renforcé le

Conseil d'administration de sept membres élus en assemblée générale. Il est dirigé par un bureau de trois membres présidé par Félicité Célestine Omporo. Le secrétariat exécutif permanent, composé de sept membres, est dirigé, quant à lui, par le Dr Jeannin Ndamba.

L'ambition des experts congolais et africains à l'origine de la plateforme est de contribuer à l'amélioration de l'indice de développement humain du Congo. L'Idah-Congo intègre le réseau des instituts de développement et d'action humanitaire d'Afrique, impulsé par Africa 2025 solution, œuvrant pour l'accélération des agendas 2030 relatif aux objectifs de développement durable et 2063 de l'Union africaine.

Fiacre Kombo

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 011/MPSIR/2024/UGP PRACAC
RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN EN PASSATION DES MARCHES POUR LE PROJET
DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE**

I- CONTEXTE

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire.

A cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désigné pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre du : Recrutement d'un Spécialiste en Passation des Marchés pour le Projet.

II- TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet, le (la) Spécialiste en Passation des Marchés sera chargé entre autres de :

- Elaborer et mettre à jour périodiquement les instruments de base de la passation de marchés (Manuel de Procédures, Stratégie de Passation de marchés du Projet pour le Développement - PPSD, Plan de Passation des Marchés (PPM), et tout autre document de gestion des marchés adapté aux besoins du projet);
- Assurer en toute intégrité une application rigoureuse des règles et des procédures de passation de marchés en vigueur (accords de prêt et de don, Manuel de Procédures du Projet, directives et procédures de la Banque mondiale);
- Assurer le renseignement correct de la feuille de route de chaque activité dans le STEP (outil de gestion électronique de la passation des marchés) et l'archivage de l'ensemble des dossiers des marchés pour garantir un suivi efficace de toutes les transactions de la passation des marchés;
- Développer et assurer la mise en œuvre de plans de gestion de contrat pour le suivi de l'exécution des contrats du projet;
- Assurer le renforcement des capacités en passation de marchés des responsables de l'UGP et des structures bénéficiaires ainsi que des gestionnaires de contrats et de la Cellule de gestion des marchés publics (CGMP) du ministère de l'Aménagement du territoire, des infrastructures et de l'entretien routier;
- Contribuer à la préparation du PPM et de ses mises à jour à travers le STEP pour les services de consultants, les marchés de fournitures et travaux

pour le projet;

- Tenir et contribuer à l'établissement de rapports d'activités périodiques sur l'exécution de la passation des marchés et tout autre rapport jugé nécessaire dans le cadre de l'exécution du projet;
- Apporter les informations sur les marchés requises pour l'élaboration du Rapport de Suivi Financier (RSF) du projet;
- d'assurer la bonne gestion de l'outil STEP incluant le renseignement correct de la feuille de route et l'archivage pour chaque marché y compris les preuves de réception/validation des livrables de tous les documents relatifs à ce marché y inclus les documents relatifs aux réceptions/validation de livrables et paiements, en vue de faciliter toute revue de la Banque mondiale;
- mettre en place de plans de gestion pour chaque contrat, en concertation avec les équipes techniques et les bénéficiaires, pour le suivi efficace de l'exécution de leur exécution;
- Assurer le suivi et la finalisation des termes de référence pour les services de consultants, en collaboration avec les services techniques bénéficiaires ou de l'UGP;
- Assurer le suivi de la finalisation des spécifications techniques pour l'acquisition des fournitures, travaux et services autres que les services de consultants, en collaboration avec les services techniques bénéficiaires ou de l'UGP;
- Assurer le contrôle qualité des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) et des demandes de propositions préparées par les unités techniques devant être soumis à la non-objection de la Banque mondiale, et assurer leur transmission / vente selon le cas;
- Lancer les appels d'offres et les avis à manifestation d'intérêt selon les règles en vigueur et veiller au bon déroulement des procédures de recrutement / acquisition;
- Assurer la préparation des contrats et veiller à leurs signatures par les personnes habilitées;
- Mettre en place une base de données fournisseurs/consultants et développer des statistiques de gestion pour mesurer le niveau de performance des activités de passation de marchés, en collaboration avec le Spécialiste en suivi-évaluation du projet;
- Veiller à ce que les paiements aux prestataires de services soient effectués à temps et en conformité avec les dispositions des marchés signés ainsi que de leurs avenants éventuels;
- Assurer l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de transfert de compétences en passation de marchés à tous les acteurs impliqués dans la gestion fiduciaire du projet y compris la Cellule de gestion des marchés publics (CGMP) du Ministère de Tutelle

du projet;

- Assurer le renforcement de capacités des ONGs locales et des prestataires de services en vue de leur faciliter l'accès aux marchés à lancer par le projet;
- Etc.

III- QUALIFICATIONS REQUISES

Le candidat à ce poste devra :

- Avoir un Diplôme de l'enseignement supérieur (minimum Bac+4);
- Avoir une expérience professionnelle pertinente de 06 (six) ans minimum en passation de marchés dont 03 ans au moins en qualité de spécialiste en passation des marchés pour des projets d'infrastructures similaires. L'expérience dans un projet sur financement de la Banque mondiale, de la Banque Africaine de Développement ou d'autres partenaires techniques et financiers est un atout majeur;
- Avoir une bonne connaissance des procédures de la Banque Mondiale, des directives pour la passation des marchés et des accords de crédits est un atout majeur;
- Avoir une excellente connaissance du français écrit et parlé, ainsi qu'une très bonne aptitude à communiquer oralement;
- Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la Passation de marchés publics;
- Avoir des connaissances informatiques des logiciels de bureautiques courants (Word, Excel, Power Point, e-mail et autres outils de communication);
- Être capable de travailler efficacement en équipe et sous pression;
- Respecter l'obligation de confidentialité et de protection des informations reçues et des documents produits/traités;
- Avoir une connaissance de la langue anglaise serait un plus;

NB:

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une

unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.

- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.
- Les candidatures féminines sont encouragées.

IV- METHODE DE SELECTION

La sélection des candidats se fera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à manifestation d'intérêt; ii) une phase d'interview pour laquelle, les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront avec les pièces constitutives de leurs dossiers de candidatures. Seul(e) le candidat(e) présélectionné(e) sera contacté(e)s.

V- DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 25 septembre 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Spécialiste en Passation des Marchés pour le Projet PRRU ».

Contact
Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82
E-mail : pracaccongo@gmail.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO
Fait à Brazzaville, le 22 août 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

PROJET AGRITECH

Les parties prenantes peaufinent les stratégies d'une agriculture résiliente

Après son lancement il y a quelques semaines, le projet Agritech a organisé, le 26 août, à la cité scientifique de Brazzaville, ex-Orstom, un atelier spécial au profit des parties prenantes pour ficeler les stratégies à mettre en exergue afin de promouvoir une agriculture durable au Congo.

L'atelier a été initié par l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), dans le cadre du projet « Laboratoires vivants d'éco-innovation pour une agriculture durable dans le bassin du Congo ». Il a réuni les producteurs agricoles, les chercheurs et les institutions habilitées, dont Agri-Congo et Institut de recherches agricoles (IRA), pour débattre des stratégies à adopter pour promouvoir ensemble une agriculture résiliente et durable au Congo. « Il était important que nous nous retrouvions pour comprendre les attentes des uns et des autres et pour recueillir les avis de chacun afin d'apporter ensemble des solutions idoines à notre agriculture. Cela nous permettra d'avoir l'itinéraire commun en vue de mieux accélérer les



travaux. C'est dans ce cadre que nous avons regroupé, dans Agritech et Laboratoires vivants d'éco-innovation, des chercheurs et innovateurs qui travaillent ensemble au profit des producteurs agricoles », a expliqué Luvic Otoka Eyenguet,

coordonnateur adjoint d'Agritech. Parlant d'Agritech, il a fait savoir que ce projet a été initié par l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation, une structure sous tutelle du ministère chargé de l'Enseignement supérieur.

Les organisateurs de l'atelier à l'ouverture des travaux/Adiac

Le projet, a-t-il précisé, vise cinq objectifs spécifiques, parmi lesquels celui de promouvoir la culture scientifique et de susciter son éveil en milieu jeune. Agritech permet aussi de réaliser des travaux de recherche et de développement, d'assurer un ac-

compagnement technico-économique et juridique des porteurs de projets innovants, d'initier et de former les jeunes dans la conception et l'implémentation des solutions technologiques dans le domaine agricole. Pour préparer la phase opérationnelle du projet, il est déjà mis en place une parcelle expérimentale agricole intelligente de 1000 m², réservée à la recherche agronomique et dotée de nouvelles technologies. L'expertise sera mise à la disposition des producteurs agricoles afin de leur permettre d'accroître leur production. Dans cet espace, a renchéri Luvic Otoka Eyenguet, il y est installé une serre automatique et intelligente composée d'une application android de contrôle des jardins, d'identification des plantes et de diagnostic des maladies de culture, une application du contrôle anti-intrusion et d'arrosage des cultures.

Firmin Oyé

RÉÉDUCATION PÉDAGOGIQUE DES ÉLÈVES

Plusieurs parents bénéficient d'une masterclass

Prélude à la rentrée scolaire, plusieurs parents d'élèves ont participé, le 23 août, à la journée portes ouvertes organisée au sein du groupe scolaire Paradis Kids. Une session de formation et de partage a permis aux participants de découvrir l'importance d'adapter la formation des élèves à leurs aptitudes et besoins innés.



Quelques participants à la masterclass/Adiac

Le grand moment de partage et de symbiose entre les parents d'élèves et les spécialistes de la pédagogie a permis aux participants de découvrir certaines techniques pouvant leur permettre de bien gérer leurs enfants. Ils ont, en effet, parlé des sujets qui facilitent la communication entre les parents et les enfants concernant leurs parcours scolaires ainsi que leurs projets. Le journaliste spécialiste de l'éducation, Ken Phineas Tchitey, a par exemple développé le sujet sur la « rééducation pédagogique et importance de connaître les profils d'intelligence et d'apprentissage de l'enfant ». « Pour qu'un enfant réussisse, le parent doit comprendre comment l'enfant apprend, ce qui le motive en allant à l'école, les problèmes qu'il a dans certaines disciplines et comment l'aider à combler certaines lacunes. L'objectif consiste à aider les enfants à exceller à l'école. Il est nécessaire de comprendre l'enfant pour bien l'accompagner », a-t-il fait savoir.

Plusieurs autres thématiques ont été développées par des spécialistes pédagogiques ainsi que les responsables d'écoles. Cette rencontre a permis aux parents d'éponger certains mythes sur la réussite scolaire de leurs enfants. Le groupe scolaire Paradis Kids qui a reçu cette masterclass a expliqué qu'elle organise puis propose des consultations et bilan pédagogique gratuits jusqu'à mi-septembre.

Rude Ngoma

SCOUTISME CONGOLAIS

L'adhésion au mouvement mondial officialisée

Le certificat d'adhésion a été remis officiellement à la délégation congolaise, le 17 août dernier, au Caire, en Égypte, par l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS). Cette reconnaissance va permettre aux scouts de participer aux rencontres internationales et dynamiser leurs activités en faveur de l'éducation des jeunes.

Six responsables du scoutisme congolais, dont la présidente d'honneur, l'ex-ministre Émilienne Raoul et le commissaire général, Joseph Mangouendé, ont pris part du 17 au 23 août, au Caire, à la conférence mondiale du mouvement. Réunissant les délégués des 160 pays membres de l'OMMS, cette rencontre était centrée sur la vision globale du scoutisme sur l'éducation des jeunes avec la présentation officielle des délégués congolais.

La cérémonie de remise du certificat d'adhésion à la délégation congolaise a été un moment fort en émotions, car cette reconnaissance était attendue depuis trente années. Le scoutisme congolais a franchi un cap nouveau, important de son évolution. « Nous sommes reconnaissants de l'implication de la présidente d'honneur, l'ex-ministre Émilienne Raoul, qui nous a accompagnés pendant cette session, ainsi que d'autres partenaires », a déclaré Joseph Mangouendé devant ses pairs venus nombreux pour les accueillir le 25 août, à l'aéroport Maya-Maya. Avec près de 60 millions d'adhérents à travers environ 200 pays, le scoutisme est le plus grand mouvement des jeunes dans le



La délégation congolaise accueillie à Brazzaville/Adiac

monde. En tant qu'organisation nationale, le scoutisme congolais met en œuvre les résolutions décidées au niveau de la conférence mondiale en faveur des technologies, de la durabilité et de l'environnement. Au cours des prochains mois, les scouts congolais comptent multiplier des initiatives dans le domaine de l'éducation des jeunes tout comme la préservation de l'environnement et de la paix. Pendant la conférence du Caire, chacun des membres de la délégation avait pour mission de nouer des partenariats avec les autres organisations, en témoigne la participation à

la réunion des pays du bassin du Congo. Les participants ont voulu, en marge de la session, renforcer leurs collaborations en vue d'instituer dans la sous-région un scoutisme de qualité. D'après Joseph Mangouendé, le scoutisme congolais peut jouer un rôle dans la lutte contre la délinquance, comme le phénomène des « Bébés noirs », à travers la sensibilisation et l'encadrement des jeunes. Notons qu'un comité mondial du scoutisme a été mis en place, chargé d'examiner les orientations sur l'éducation des jeunes à travers le monde.

Fiacre Kombo



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 010/MPSIR/2024/UGP PRACAC
RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN GESTION ADMINISTRATIVE, FINANCIERE ET COMP-
TABLE POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE**



I-CONTEXTE

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire. A cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désigné pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre du : Recrutement d'un Spécialiste en Gestion Administrative, Financière et Comptable (SGAFC) pour le Projet.

II-TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet, le (la) Spécialiste en Gestion Administrative, Financière et Comptable (SGAFC) sera chargé entre autres de :

- a) En matière de gestion administrative :
- Assurer l'administration du projet ;
 - Veiller à la validation du manuel de procédures administratives, comptables et financières du projet, sa mise en œuvre et ses éventuelles révisions, pour assurer l'efficacité du dispositif de gestion financière selon les règles convenues avec la Banque mondiale ;
 - Superviser le classement et l'archivage physique et électronique de tous les documents du Projet, y compris de gestion du personnel, avec l'appui d'un système informatique ;
 - Participer à la programmation, au suivi et à l'évaluation des activités du projet ;
 - Contribuer ou superviser la rédaction des rapports du Projet (comptes-rendus des réunions, rapports trimestriels et annuels d'activités et de suivi financier), et des correspondances du Projet.
 - Participer à la préparation des contrats avec les consultants et autres partenaires de services.
- b) En matière de gestion financière et budgétaire :
- S'assurer de la mise en place d'un système informatique intégré de gestion budgétaire, comptable et financière. Le système inclura tous les modules nécessaires permettant notamment la préparation des Rapports de Suivi Financier (RSF) et des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) ;
 - Assurer le suivi de l'exécution budgétaire et rendre régulièrement compte au Coordonnateur du Projet et à la Banque mondiale, notamment lors des missions de supervision ;
 - Participer à la préparation, la conso-

lisation et la mise à jour du Plan de Travail et Budget Annuel, en relation avec les autres responsables ;

- Suivre l'exécution financière des conventions, contrats et/ou protocoles avec les prestataires de services impliqués dans l'exécution des activités du projet ;
- Préparer les RSF et les DRF suivant les standards et la périodicité convenus avec la Banque mondiale ;
- Assurer la réalisation régulière et dans le temps des audits financiers et comptables, et coordonner la préparation des missions d'audit interne et externe, ainsi que le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

c) En matière de gestion comptable :

- S'assurer de la bonne tenue de la comptabilité générale, budgétaire et analytique ;
- Vérifier les imputations comptables avant leur saisie dans les journaux ;
- Suivre les comptes fournisseurs (avances de démarrage, retenues de garanties, cautions, dettes, etc.) ;
- Assurer l'effectivité du contrôle interne de la comptabilité du projet ;
- Coordonner la réalisation des inventaires selon la périodicité indiquée dans le manuel de procédures du projet en matière de gestion du personnel.

d) En matière de gestion du personnel :

- Assurer la paie et la gestion des ressources humaines ;
- Appliquer les lois et règlements énoncés dans les manuels, directives, circulaires et mémoires relatifs à la gestion du personnel ;
- Procéder à l'évaluation et à la notation annuelle du personnel de son unité et approuver ou réorienter leurs objectifs annuels ;
- Tenir régulièrement des rencontres de planification et de suivi régulièrement avec le personnel de son unité afin d'assurer une bonne coordination et un esprit d'équipe ;
- Assurer le renforcement de capacités des agents du Ministère de tutelle qui seraient affectés au suivi de la mise en œuvre du projet.

e) En matière de gestion du patrimoine :

- Assurer la gestion des immobilisations ;
- S'assurer que les stocks et les équipements acquis sur les fonds mis à la disposition du Projet sont régulièrement enregistrés, protégés et à disposition pour un éventuel contrôle inopiné ;
- Faire prendre toute mesure permettant de localiser et d'identifier les équipements acquis sur les fonds mis à la disposition de l'UGP et des autres bénéficiaires ;
- Veiller à ce que les immobilisations et tout autre consommable soient utilisés à bon escient et entretenus régulièrement, selon les besoins ;

- Dresser les inventaires des immobilisations selon un calendrier préétabli, conformément au manuel de procédures du Projet ;
- Veiller à la sécurité des locaux ;
- Veiller au respect strict de la procédure d'approvisionnement en biens et services, en collaboration avec le Spécialiste en Passation de Marchés (SPM) de l'UGP ;
- Etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

Le candidat à ce poste devra :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur de niveau minimum Master (Bac + 5) ou équivalent en comptabilité, sciences économiques et financières, contrôle de gestion ou toute autre discipline équivalente d'une université connue ;
- Avoir acquis, au cours des dernières années, une expérience professionnelle récente pertinente (au moins 5 ans) en gestion administrative et financière dans un cabinet comptable, un cabinet d'audit, une entreprise, une administration publique ou des projets de développement, aussi à des postes de responsabilité ;
- Avoir une expérience professionnelle satisfaisante d'au moins deux (02) ans comme SGAFC ou d'au moins quatre (04) ans comme Comptable d'un projet de développement serait un atout ;
- Avoir une maîtrise complète des outils informatisés de gestion financière et de systèmes comptables (tel que TOMPRO), une très bonne maîtrise de Microsoft Office (Word, Excel, Power Point) et des courriers électroniques ;
- Présenter des qualités de leadership, de travail en équipe, de rigueur, d'honnêteté morale et de travail sous pression ;
- Avoir une excellente maîtrise écrite et orale du français ;
- Avoir la connaissance de la langue anglaise sera un plus.

NB :

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé

par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.

- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.
- Les candidatures féminines sont encouragées.

IV-METHODE DE SELECTION

La sélection des candidats se fera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à manifestation d'intérêt ; ii) une phase d'interview pour laquelle, les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront avec les pièces constitutives de leurs dossiers de candidatures. Seul(e) le candidat(e) présélectionné(e) sera contacté(e)s.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 25 septembre 2024 à 16h00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Spécialiste en Gestion Administrative, Financière et Comptable pour le Projet PRRU ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 06 931 00 10 / 06 666 92 82
E-mail : pracaccongo@gmail.com
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 22 août 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

FORMATION PROFESSIONNELLE

Cinq boursiers échangent avec l'ambassadeur d'Allemagne au Congo

En vacances à Brazzaville, cinq boursiers congolais du Goethe-institut ont échangé, au cours d'un déjeuner, avec l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en République du Congo, le Dr Wolfgang Klapper.

Le déjeuner que le diplomate allemand a donné en sa résidence aux cinq boursiers congolais du Goethe-institut a été un moment d'échange sur les aspects en lien avec la deuxième année de formation passée au Cameroun. Ainsi, pendant deux jours durant, les élèves-professeurs ont épilogué sur trois principaux sujets, à savoir les réussites, les difficultés rencontrées tout au long de cette période et les souhaits pour la nouvelle et dernière année de leur formation.

Pour montrer que l'apprentissage se passe bien, l'entretien entre l'ambassadeur et les cinq boursiers s'est tenu exclusivement dans la langue allemande. Cela a permis aux élèves-professeurs de prouver leurs compétences linguistiques acquises au cours des deux premières années. En effet, l'année qui vient de passer s'est révélée pour eux couronnée de succès. D'une part, ils ont participé brillamment aux examens de langue au Goethe-institut Kamerun en obtenant le certificat de langue du niveau B2, un diplôme qui les classe dans la catégorie des apprenants avancés faisant un usage indépendant de la langue allemande en situation de communication. Et, d'autre part, les boursiers ont souligné leur passage en troisième année comme un événement important, marquant une fois de plus le succès



Quatre des cinq boursiers congolais posant avec l'ambassadeur/DR

de leur formation au sein de l'École normale supérieure de Yaoundé. Par ailleurs, ils ont obtenu leurs attestations de participation aux trois modules de la formation professionnalisante Deutsch Lehren Lernen (DLL), pour apprendre à enseigner l'allemand qu'ils suivent en parallèle en ligne. Le programme DLL fait partie des différentes formations auxquelles ces boursiers prennent part comme énoncé dans les clauses du contrat de bourse signé en novembre 2021. Cette formation en ligne a pour buts de doter les enseignants de langue allemande en méthodes et techniques didactiques, pédagogiques, technologiques et innovantes nécessaires pour l'enseignement de leur discipline dans un environnement

moderne ; de créer un réseau d'enseignants d'allemand au niveau international, afin de faciliter les échanges et garantir les standards de professionnalisation.

Une formation qui exige plus de flexibilité

Au cours de cet échange, les boursiers ont évoqué les difficultés auxquelles ils font face, dont la gestion du temps. En effet, face à un quotidien rempli d'activités, leur emploi du temps se révèle des plus chargés et exige d'eux plus d'organisation. En outre, leurs cours actuels lient la théorie à la pratique, ce qui est un réel défi car les stages pratiques s'effectuent dans des contextes différents (Établissements secondaires et

au Goethe-institut Kamerun), exigeant d'eux plus de flexibilité. Dans cet élan, ils doivent également faire appel à leur créativité pour régler certaines questions didactiques.

Les élèves-professeurs ont tour à tour énuméré leurs projets professionnels communs au terme de leur formation. Il s'agit, entre autres, d'être recrutés à la fonction publique congolaise dès leur retour au pays ; d'œuvrer pour l'expansion de la langue allemande dans toutes les localités du pays, mais encore d'ouvrir un centre d'accompagnement des apprenants de la langue allemande afin de les doter des connaissances historiques, culturelles et aussi sociales sur l'Allemagne. Ils se sont montrés très optimistes

quant à la prochaine et dernière année de leur formation. Celle-ci s'avère plus difficile que les deux premières car remplie de défis auxquels il faudrait faire face simultanément. Ils devront passer leur licence à l'université de Yaoundé 1 ; obtenir leur diplôme de professeur d'enseignement secondaire 1 ; satisfaire au certificat de langue du niveau C1, mais aussi terminer la formation du DLL entamée jusqu'ici.

Au terme de ces échanges, le diplomate allemand a dit être heureux de constater que les relations bilatérales germano-congolaises sont au beau fixe. Pour preuve, ce programme de formation d'enseignants de langue allemande contribue à renforcer les rapports entre les deux nations. Dans ce même élan, il a rappelé la création et l'installation, depuis juillet dernier, du Centre allemand à Brazzaville. Ce centre est affilié à l'ambassade d'Allemagne au Congo et partenaire du Goethe-institut Kamerun, qui offre des formations en langue allemande. Aux élèves-professeurs, le Dr Wolfgang Klapper a souhaité ses vœux de succès et de réussite pour la dernière année de leur formation, et pour l'avenir professionnel qui suivra, tout en les encourageant à plus de détermination et de motivation.

Bruno Zéphirin Okokana

DIPLOMATIE

Les ambassades du Danemark au Mali et au Burkina Faso seront fermées

Le Danemark va fermer ses ambassades au Mali et au Burkina Faso et en ouvrir au Sénégal, au Rwanda et en Tunisie, a annoncé lundi son ministère des Affaires étrangères.

«En raison des coups d'État militaires qui ont fortement limité les possibilités d'action dans la région du Sahel, les ambassades au Burkina Faso et au Mali seront fermées», indique le communiqué de la diplomatie danoise.

Cette décision intervient dans un contexte de détérioration des liens entre le Mali et les pays européens, la junte militaire malienne ayant récemment ordonné l'expulsion de l'ambassadrice de Suède à Bamako. La Suède doit fermer son ambassade d'ici à la fin de l'année.

Dans sa nouvelle stratégie

africaine, le Danemark va à l'inverse ouvrir des ambassades au Sénégal, en Tunisie et au Rwanda et renforcer le personnel diplomatique et les ressources de ses ambassades en Égypte, au Kenya, en Afrique du Sud, au Nigeria et au Ghana. Un représentant spécial sera également nommé pour la région des Grands Lacs et du Sahel.

«Notre ambition est d'être présents là où cela fait sens, là où nous voyons un potentiel et là où nous avons des intérêts danois clairs», a dit à la presse le ministre des Affaires étrangères, Lars Løk-

ke Rasmussen. La nouvelle stratégie entend notamment se concentrer sur le domaine de l'eau. Au cours des prochaines années, le Danemark prévoit de consacrer plus d'un milliard de couronnes (134 millions d'euros) d'aide à de nouvelles initiatives bilatérales dans ce domaine. Rien qu'en 2025, une enveloppe de 425 millions de couronnes doit y être consacrée.

Parmi les autres secteurs au programme, le Danemark met en avant les migrations, la sécurité et les échanges culturels.

Julia Ndeko/AFP

ESPAGNE

Une hausse spectaculaire d'arrivées de migrants

Le gouvernement espagnol de Pedro Sánchez est confronté à une forte hausse d'arrivées de migrants venus du continent africain.

Pas un jour ne passe sans que les services de secours ne signalent l'arrivée d'une embarcation de fortune transportant des dizaines de migrants dans l'une des îles des Canaries, situées au large des côtes Nord-Ouest du continent africain. A tel point que Pedro Sánchez a décidé d'effectuer, de mardi à jeudi, une tournée dans trois pays concernés, au premier chef la Mauritanie, la Gambie et le Sénégal.

On ne connaît pas encore la nature et le montant de l'aide qu'il compte offrir à ces pays - notamment la Mauritanie, où il s'était déjà rendu en février et qui serait le principal point de départ des migrants - pour les inciter à tout faire afin d'empêcher ces départs.

Le président du gouvernement régional des Canaries, Fernando Clavijo, qui a rencontré vendredi Pedro Sánchez, a estimé qu'il y avait plus de 150 000 réfugiés prêts à prendre la mer pour se rendre vers son archipel depuis la Mauritanie. Il a surtout exhorté l'Union européenne à prendre ses responsabilités afin que les Canaries n'aient pas à supporter seules toute la pression migratoire de l'Europe. De fait, les Canaries, et plus généralement l'Espagne, ne sont souvent qu'une étape sur la voie d'autres pays européens, au premier rang desquels la France.

Les derniers chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur sont éloquentes. Entre le 1er janvier et le 15 août de cette année, 22 304 migrants sont arrivés aux Canaries, contre 9 864 pour la même période de l'an dernier, soit une augmentation de 126%. Pour l'ensemble de l'Espagne, la hausse est de 66,2% (de 18 745 à 31 155).

J.Nd./AFP

FOIRE EXPOSITION-VENTE

L'Asie s'invite à Brazzaville

Brazzaville vibre, depuis le 16 août jusqu'au 3 septembre, au rythme de l'Orient avec sa toute première Foire exposition-vente de produits asiatiques. Cet événement exceptionnel, qui transforme le prestigieux Brazza Mall en un véritable bazar asiatique, promet de révolutionner les habitudes de consommation des Congolais tout en ouvrant de nouvelles perspectives économiques et culturelles.

Inaugurée en grande pompe le 22 août par Marcel Ganongo, l'administrateur-maire de l'arrondissement 5, Ouenzé, la foire rassemble un éventail impressionnant de pays asiatiques. La Malaisie, Dubaï et la Turquie sont en tête d'affiche, mais des rumeurs circulent sur la probable participation surprise d'autres nations asiatiques au cours de l'événement.

Les visiteurs sont immédiatement plongés dans un tourbillon de couleurs, de textures et de parfums exotiques. Des étals débordant de soieries chatoyantes côtoient des présentoirs de parfums envoûtants, de bijoux et d'autres accessoires de mode. Les amateurs de décoration intérieure s'extasient devant des meubles au design impressionnant et rideaux aux motifs complexes, tandis que les fashionistas s'empressent d'essayer les dernières tendances en matière de chaussures et de costumes.

L'un des points forts de l'exposition est sans conteste le service de confection gratuite de rideaux, une offre qui ne manque pas d'attirer les foules. « C'est une opportunité incroyable », s'est enthousiasmée Marie Okemba,



Marcel Ganongo, Kamal Charabi, Saturnin Akolé et Mireille Opa-Elion visitant l'exposition DR

une visiteuse. « Non seulement je peux acheter des tissus magnifiques, mais je repars avec des rideaux sur mesure sans frais supplémentaires », a-t-elle ajouté. Mais cette foire va bien au-delà du simple commerce. La Société Implus d'Anisman Like Tourism, organisatrice de l'événement, a eu l'ingénieuse idée d'inclure un espace dédié à l'éducation. Ici, des jeunes peuvent s'informer sur les programmes d'études universitaires dans ces

pays asiatiques, ouvrant ainsi de nouveaux horizons pour leur avenir académique et professionnel. Lors de l'inauguration, la présence de personnalités de haut rang a souligné l'importance de cet événement. Mireille Opa-Elion, directrice générale de l'Agence congolaise de l'artisanat, a exprimé son enthousiasme. « Cette foire est une formidable vitrine pour nos artisans locaux. Ils pourront s'inspirer des techniques asiatiques,

peut-être même nouer des partenariats », a-t-elle déclaré.

Kamal Charabi, directeur général de cette première édition, n'a pas caché son ambition. « Nous avons commencé avec quelques pays, mais notre objectif est d'en avoir au moins cinq ou six dès l'année prochaine », a-t-il annoncé avec fierté. Son choix de Brazzaville comme lieu d'accueil n'est pas un hasard. « J'ai un amour profond pour le Congo, où j'or-

ganise des foires depuis 2006. La construction de Brazza Mall nous offre enfin un cadre à la hauteur de nos ambitions », s'est-il réjoui.

Le directeur général du Centre congolais pour le commerce extérieur, Saturnin Akolé, voit dans cet événement une opportunité en or pour les entrepreneurs locaux. « C'est l'occasion rêvée pour nos opérateurs économiques de tisser des liens avec leurs homologues asiatiques », a-t-il laissé entendre, soulignant: « Cette foire pourrait bien être le tremplin dont notre économie a besoin pour se diversifier et s'ouvrir davantage sur le monde ».

Alors que la foire bat son plein, l'effervescence est palpable dans les allées de Brazza Mall. Les odeurs d'épices se mêlent aux discussions animées, créant une atmosphère unique où l'Afrique et l'Asie semblent ne faire qu'un. Pour les trois semaines à venir, Brazzaville s'affirme comme un véritable carrefour des cultures, promettant des découvertes, des opportunités et, qui sait, peut-être même la naissance de nouvelles traditions commerciales entre le Congo et l'Asie.

Quentin Loubou

ARRÊT SUR IMAGE



Une délégation sud-africaine, accompagnée du ministre de l'Industrie culturelle, a visité le musée Kiébé-Kiébé à Oyo dans le département de la Cuvette, le samedi 24 août 2024.

ALGÉRIE

Bélinda Ayessa visite la tombe monumentale de Pierre Savorgnan de Brazza

Durant son séjour de travail à Alger, en Algérie, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza (MPSB), Bélinda Ayessa, a visité la tombe de l'illustre explorateur, en compagnie de l'ambassadeur du Congo dans ce pays, Ignace Ngakala.

Situé dans le quartier d'El Madania, le cimetière chrétien du boulevard Les Brus d'Alger, qui couvre cinq hectares, abrite l'ancien tombeau de l'explorateur de Brazzaville, Pierre Savorgnan de Brazza, inhumé en 1908 avant le transfert de ses restes mortels à Brazzaville, le 1er octobre 2006, pour être inhumés définitivement le 5 octobre 2006 au mémorial éponyme, conformément à sa dernière volonté, celle de reposer pour l'éternité sur les berges du fleuve Congo. C'est ce qui fut fait grâce au président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Sur la pierre tombale, il est inscrit « *En des obsèques nationales célébrées à Paris le 3 octobre 1905... la France entière pleura le fils d'adoption qui avait su presque seul et sans armes lui conquérir un empire immense endans l'Afrique inconnue. A force de tranquilles audace et de fois invincible en la patience et la bonté, sa mémoire est pure de sang humain* ».

Très émue et réagissant sur ce



La directrice générale du MPSB, l'ambassadeur du Congo en Algérie, et les collaboratrices de l'ambassade du Congo posant devant le tombeau de Pierre Savorgnan de Brazza/Adiac

qui est gravé là où fut enterré le fondateur de la ville de Braz-

zaville, Pierre Savorgnan de Brazza, avant d'être transféré

au Congo, Bélinda Ayessa, gardienne du temple du mémorial éponyme, a dit : « Que de l'émotion aujourd'hui de revenir sur les traces de celui qui avait émis le vœu de se reposer sur les berges du Congo, Pierre Savorgnan de Brazza. Nous avons souhaité faire un peu de cette sorte de pèlerinage pour nous recueillir dans ce cimetière où il a reposé de 1908 à 2006; année de son dernier voyage pour Brazzaville comme il avait toujours souhaité. Mais il a reposé ici dans ce grand pays d'Afrique qui n'est autre que l'Algérie, qui l'a accueilli et qui lui a rendu ce bel hommage. Je suis très émue. En pareille circonstance, il n'y a pas beaucoup à dire, il n'y a qu'à s'incliner devant la mémoire d'un homme aussi immense qui était Pierre Savorgnan de Brazza ».

Pour sa part, l'ambassadeur du Congo en Algérie a estimé que venir sur cette tombe c'est honorer de Brazza, c'est marcher sur les traces de ce grand homme dont l'histoire est liée à celle de Brazzaville. « Je remercie tout d'abord la

directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélinda Ayessa, avec qui ce matin nous marchons dans notre propre histoire, l'histoire de Brazzaville qui est liée à ce grand homme qui est Pierre Savorgnan de Brazza. C'est lui qui a créé notre belle ville, Brazzaville. Il dort actuellement sur les berges du Congo et nous l'avons honoré. Ici, c'est l'histoire. Cette visite de Mme Bélinda Ayessa s'inscrit dans ce cadre-là. La culture c'est notre rétroviseur que nous devons regarder pour aller toujours vers l'avant. Et ce rétroviseur d'aujourd'hui nous amène très loin au dix-neuvième siècle, où cet homme qui a franchi nos terres en 1875 est devenu celui qu'aujourd'hui est resté immortel, car la ville de Brazzaville est éternelle. Nous sommes fiers de marcher dans cette histoire et de revoir ici ce monument. Nous disons à Pierre Savorgnan de Brazza qu'à Brazzaville il est chez lui, et qu'il repose en paix », a déclaré le diplomate congolais, Ignace Ngakala.

Bruno Zéphirin Okokana

VIE ESTUDIANTINE

Des Tchadiens réunis autour des activités culturelles

L'Association des étudiants tchadiens au Congo (AETC) a organisé, le 25 août, à Brazzaville l'édition 2024 de sa semaine culturelle sur le thème « L'entrepreneuriat et études : de l'idée à la réalisation ».

Au menu des activités, la présentation de danses traditionnelles, des expositions, des activités sportives ainsi que la conférence-débat. Organisée à l'occasion de la célébration des 23 ans d'existence de l'AETC, cette semaine culturelle a été une occasion pour le président de cette organisation, Hissein Idriss Goukouni, de faire un plaidoyer auprès des autorités tchadiennes. Selon lui, certains étudiants se heurtent à des obstacles pouvant compromettre leur parcours académique. Il s'agit, entre autres, des questions administratives complexes, du manque d'orientation, des différences culturelles et linguistiques, des difficultés d'intégration sociale et, bien sûr, des préoccupations financières. « *En ce qui concerne les étudiants tchadiens au Congo, il convient de noter qu'aucun membre de notre association n'est boursier. Nous n'avons aucun partenaire financier conséquent. C'est ainsi que les problèmes rencontrés par les membres de l'AETC sont difficilement gérés faute de moyens. Pour ce faire, nous lançons un appel à l'endroit du gouverne-*

ment tchadien par l'entremise de l'ambassade d'accorder les bourses d'études pour alléger le fardeau que représente une expérience à l'étranger; d'encourager et primer l'excellence; de mettre en place des services de soutien ou de subvention pour aider les étudiants à faire face aux défis quotidiens », a sollicité Hissein Idriss Goukouni.

Aux autorités congolaises et aux chefs d'établissement d'enseignement supérieur, les étudiants tchadiens leur demandent de faciliter les démarches administratives et d'offrir des services d'orientation et d'accompagnement afin de leur permettre de naviguer paisiblement dans leur nouvel environnement. « *Pour cela, j'en appelle les étudiants à garder ce même élan de solidarité, d'entente et surtout de respect et de conformité aux lois de la République du Congo. Etudier à l'étranger est une aventure unique, pleine de défis mais aussi d'opportunités. Il y aura des moments de doute et des obstacles à surmonter, mais rappelons que chaque difficulté est une occasion de*



Une vue des participants/Adiac

grandir », a-t-il conclu.

Respecter les lois du pays d'accueil

Organisée chaque année, cette activité culturelle permet aux étudiants tchadiens de garder le contact avec leurs racines, de promouvoir leurs valeurs culturelles, mais aussi de jeter un regard sur leur situation. « Le thème de cette année : L'entrepreneuriat et études : de l'idée à la réalisation, nous a permis d'assimiler un certain nombre de choses. Les exposés qui ont été présentés nous ont permis d'avoir de nouveaux outils qui vont nous permettre de mettre en œuvre toutes les connaissances acquises. J'ai

trouvé cette initiative totalement louable parce qu'elle permet aux étudiants, au moins une fois dans l'année, de se retrouver et de partager leurs idées avec les conférenciers », s'est réjoui l'étudiant Lionel Golbe Poilengar.

Le 1er secrétaire de l'ambassade du Tchad au Congo, Kola Wangnamou, a, de son côté, rappelé que la semaine culturelle est une initiative qui permet de fédérer la jeunesse estudiantine, lui donnant une âme citoyenne et civique, et l'amenant au cœur de la reconstruction de la paix sociale et de l'unité nationale. « *La semaine culturelle estudiantine, c'est aussi un vrai lieu d'échanges et d'enrichissement des connais-*

sances scientifiques à travers les manifestations; des événements culturels et artistiques qui promeuvent la diversité et encouragent le brassage de la jeunesse, la consolidation de la paix, afin d'abandonner toute velléité de conflits politiques... », a-t-il rappelé, précisant que les relations entre le Congo et le Tchad datent de très loin.

Kola Wangnamou a également indiqué que les Congolais respectaient beaucoup les Tchadiens au regard de l'histoire. Par contre, les Tchadiens doivent également être courtois envers eux. « *Vous devez éviter les comportements négatifs qui vous opposent aux Congolais. Vous ne devez pas vous mêler des questions qui ne relèvent pas de votre compétence. Vous êtes une jeunesse consciente; nous comptons sur vous non seulement dans le cadre de transmission de la communication, mais également dans le respect des lois, us et coutumes du pays accréditaire; l'unité nationale; le vivre-ensemble; l'amour fraternel entre vous* », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 013/MPSIR/2024/UGP PRACAC RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDES SOCIALES POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE



I-CONTEXTE

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire.

A cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désigné pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre du : Recrutement d'un Spécialiste en Sauvegardes sociales pour le Projet.

II-TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet, le (la) Spécialiste en Sauvegardes sociales sera chargé entre autres de :

- Garantir la prise en compte effective des besoins, demandes et priorités des bénéficiaires et notamment les groupes vulnérables dans les approches et la mise en œuvre des activités du projet en conseillant la Coordination du projet sur toutes les questions sociales y compris les aspects de sauvegardes sociales du projet ;
- S'assurer que les entreprises exécutent l'ensemble des travaux selon les spécifications du cahier des Clauses sociales et des PGES chantier ;
- Veiller à l'application et au respect, dans la conduite des activités du Projet, des dispositions juridiques nationales et internationales ainsi que les normes du Cadres Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale en matière de sauvegardes sociales ;
- vulgariser, mettre en œuvre les dispositions des instruments de sauvegardes sociales, et au besoin mettre à jour : (i) le Plan d'engagement Environnemental et Social (PEES) (ii) le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), (iii) le Cadre de Planification en faveur des Populations Autochtones (CPPA), (iv) le Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), (v) le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ; (vi) le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), et (vii) les Procédures de Gestion de la Main-d'œuvre (PGMO)
- Assurer la supervision de la préparation, puis la vulgarisation et la mise en œuvre des plans de sauvegardes, notamment des (i) Plans d'action en faveur des Populations Autochtones (PPA), et (ii) Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ou Plan succinct de réinstallation (PSR) si nécessaire ;
- Réaliser ou superviser la réalisation des screening des sous-projets en déterminant la nature et l'ampleur des risques sociaux-environnementaux, en collaboration avec les spécialistes en sauvegardes environnementales et en VBG/AES/HS ;
- Fournir des conseils et superviser le travail quotidien des entreprises et prestataires du projet en évaluation dans les activités de sauvegarde social en mettant l'accent entre autres sur le genre, la gestion de la main d'œuvre, l'engagement des citoyens, etc. ;
- Faciliter l'octroi des autorisations administratives le cas échéant, auprès des structures et institutions impliquées dans la mise en œuvre du projet ;
- S'assurer de l'insertion dans les Dossiers d'Appels Offres DAO, des Clauses Environnementales et Sociales, genre et VBG appropriées et que les tableaux des devis quantitatifs estimatifs contiennent les lignes nécessaires pour budgétiser les aspects sociaux et que les TDR/Contrats des cabinets ou mission de contrôle incluent la supervision des clauses sociales, en collaboration avec le spécialiste

en Passation des Marchés du projet ;

- Assurer la prise en compte des questions sociales dans les contrats, marchés de travaux des prestataires de service du Projet, puis à l'application des procédures sociales de ces contrats (y compris dans la conception des sous-projets) en collaboration avec le spécialiste en passation de marchés et le spécialiste environnement du Projet ;
- Veiller à l'intégration de l'approche de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) et la mobilisation de la main d'œuvre locale dans la réalisation des travaux ;
- Participer aux campagnes de sensibilisation, de mobilisation et d'encadrement des communautés bénéficiaires, pour qu'elles contribuent à la réalisation et à la pérennisation des infrastructures et aménagements réalisés ;
- Appuyer les prestataires et le spécialiste en suivi-évaluation du Projet dans l'identification et la prise en compte des aspects sociaux des bénéficiaires du Projet, notamment des populations vulnérables, dans toutes les activités du Projet (études, travaux mise en œuvre des sous projets, etc.) ;
- participer à l'élaboration et la mise à jour des PTBA du Projet, en définissant et chiffrant les besoins en études, formations et toute autre activité en matière de sauvegardes sociales puis superviser la mise en œuvre de toutes les activités du PTBA liées aux sauvegardes sociales ; S'assurer que les normes du CES sont correctement et exhaustivement reflétées dans le plan de suivi-évaluation, en identifiant les activités à surveiller et les données à collecter, en collaboration avec le spécialiste en suivi-évaluation et les spécialistes sauvegardes environnementales et en VBG/AES/HS, et participer à l'amélioration de la récolte et de l'analyse des données relatives au suivi des normes du CES ;
- Mettre en place et opérationnaliser le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) du projet incluant le mécanisme de gestion des plaintes des travailleurs et s'assurer de son fonctionnement tout au long de la mise en œuvre du des activités du projet ;
- Veiller à la prise en compte effective des femmes et des jeunes, des populations autochtones, des réfugiés et des personnes en situation de handicap, dans l'ensemble des activités mises en œuvre du projet et en particulier dans la composition et le fonctionnement des différents organes et instances de gouvernance et de concertation ;
- Identifier, en collaboration avec la coordination, les spécialistes sauvegardes environnementales et en VBG/AES/HS, les besoins en formations et renforcements des capacités de toute partie prenante du Projet (Gouvernement congolais, prestataires de service du Projet, points-focaux du MGP, etc.), puis organiser et réaliser les formations nécessaires au bon déroulement du Projet et à l'appropriation des activités par les acteurs concernés ;
- Etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

Le candidat à ce poste devra :

- Avoir une formation universitaire Bac+5, avec une spécialisation en Sciences sociales, Sciences humaines ou Sciences économiques, Ingénierie de l'Environnement ou tout autre domaine assimilable ;
- Avoir une expérience opérationnelle en matière de sauvegardes sociales des bailleurs de fonds, de préférence la Banque mondiale ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 4 ans dans le suivi environnemental et social, ou seulement social des projets de développement, dont au moins deux (02) ans dans les projets d'infrastructures urbaines ;
- Avoir une connaissance justifiée de la législation nationale en matière de protection environnementale et sociale, d'expropriation pour

- cause d'utilité publique et de détermination des indemnités dues en cas de perte d'actifs (foncier, arbres, cultures et bâtis) ;
- Avoir une expérience pertinente dans l'évaluation sociale préliminaire (screening) des sous-projets ;
- Avoir au moins trois (03) références justifiées en évaluation environnementale et sociale (étude et/ou notice, audit environnemental et social), (03) en élaborations des Plans d'Action ou succinct de Réinstallation et deux (02) en gestion des déplacements et règlement des conflits dans le cadre des projets de développement, de préférence avec les projets financés par la Banque Mondiale et/ou tout partenaire ayant les mêmes standards en matière de sauvegarde (pour chaque référence, spécifier les tâches réalisées) ;
- Avoir une expérience justifiée d'au moins 03 missions dans la préparation et l'insertion des clauses environnementales et sociales dans les dossiers d'appels d'offres ;
- Avoir une expérience justifiée dans la revue d'au moins 04 plans de gestion environnementale et sociale des entreprises (PGES-E) et le suivi ou la surveillance des exigences sociales, sanitaires et sécuritaires dans le cadre des travaux d'infrastructures urbaines, de préférence avec les projets financés par la Banque mondiale et/ou tout partenaire ayant les mêmes standards en matière de sauvegarde (pour chaque référence, spécifier les tâches réalisées) ;
- Avoir une bonne connaissance de la prévention et la gestion des questions liées aux violences basées sur le genre (VBG), d'exploitation et abus sexuel (EAS), de harcèlement sexuel (HS) et des violences contre les enfants (VCE), notamment dans les contextes à faible capacité de réponse ;
- Avoir une expérience significative dans la prévention et le règlement des conflits et la mise en place d'au moins un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dans le cadre de projets environnementaux ou de travaux ;
- Avoir une expérience justifiée dans l'évaluation et le renforcement des capacités des agences intervenant dans la mise en œuvre des projets ou programmes de développement ; une expérience significative justifiée dans la prévention et le règlement des conflits et la mise en place ainsi que la coordination d'au moins un Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) dans le cadre de projets, notamment de développement urbain ;
- Avoir une expérience justifiée dans la gestion d'information, la communication et la mobilisation des parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développements ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique en général, des outils Office (Word, Excel, PowerPoint) ;
- Avoir une bonne connaissance du suivi des projets de développement, et notamment des procédures et de la réglementation nationale, des procédures et les normes sociales et environnementales du cadre environnemental et social de la Banque Mondiale et les autres bailleurs de fonds internationaux ;
- Avoir une connaissance justifiée des normes de management de la qualité (ISO 9001, de la santé et la sécurité au travail (ISO 45001) et du management social (SA 8000) ; la capacité de travailler en équipe et de proposer des solutions aux problèmes rencontrés ;
- Avoir une bonne connaissance des questions de genre et de vulnérabilité ;
- Avoir une bonne expression orale et écrite en français ;
- Avoir une bonne connaissance des deux langues nationales congolaises (Lingala et Kituba)
- Avoir faire preuve de dynamisme et d'une bonne organisation ainsi qu'une aptitude au travail en équipe et à exécuter des missions

de terrain ;

- Avoir la capacité de travailler sous pression. Pouvoir travailler de concert avec sa hiérarchie tout en gardant une certaine autonomie ;
- Être organisé(e), rigoureux (se) et capable de produire des résultats de qualité dans les délais impartis.

NB :

- Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.
- Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.
- Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillant, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.

IV-METHODE DE SELECTION

La sélection des candidats se fera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à manifestation d'intérêt ; ii) une phase d'interview pour laquelle, les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront avec les pièces constitutives de leurs dossiers de candidatures. Seul(e)s le candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous plis fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 02 octobre 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Spécialiste en sauvegardes sociales pour le Projet PRRU ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82
E-mail : pracaccongo@gmail.com
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 22 août 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

BRUXELLES

Une commémoration du roi Yakaumbu Kamanda Lumpungu prévue à l'Africa Museum

L'hommage à la figure royale et emblématique du peuple Songye aura lieu le 1er septembre, soit exactement 88 ans après son exécution tragique opérée par l'administration coloniale belge.

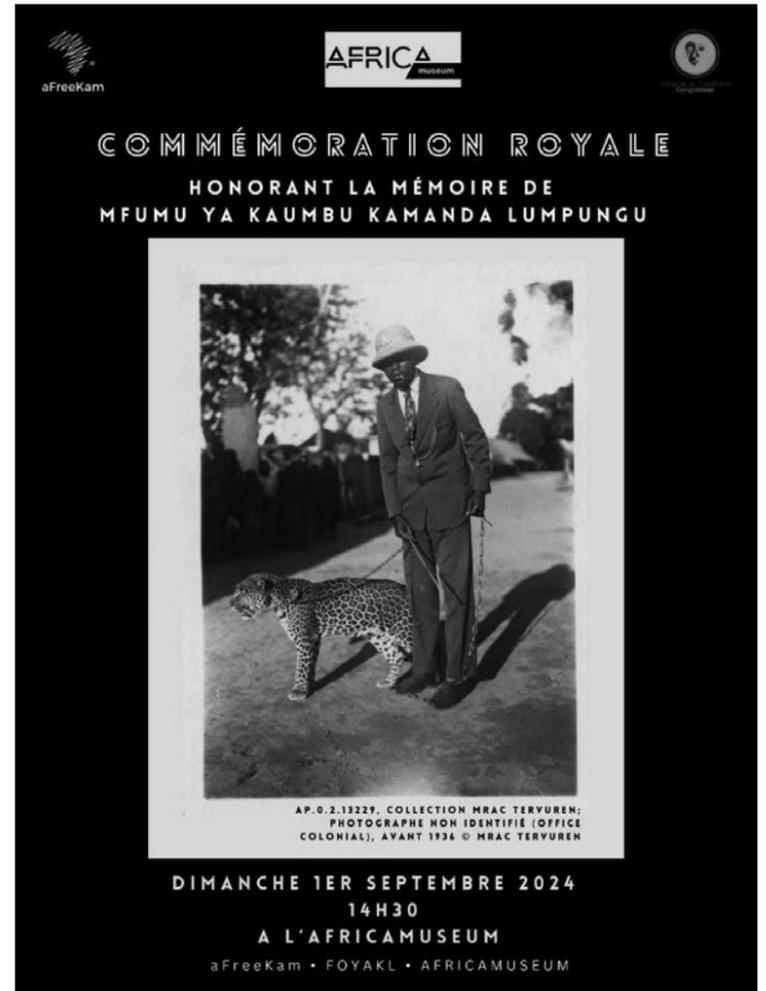
L'événement spécial sera organisé par l'association à but non lucratif aFreeKam, en partenariat avec l'Africa-Museum, afin de permettre au public de redécouvrir l'histoire et l'héritage du roi Yakaumbu Kamanda Lumpungu, dans le cadre de l'exposition temporaire « ReThinking Collections », dans lequel le collier du roi peut être vu. C'est une initiative de la princesse Ytal Yambo Bena Lumpungu, descendante du roi et coordinatrice d'aFreeKam. Le programme de la journée d'hommage prévoit la prononciation d'un kasàlà qui sera faite par Antoinette Nyongoni pour célébrer la mémoire du roi. Le kasàlà est un texte de longueur variable, généralement de forme poétique, récité pour célébrer la vie en soi, dans

l'autre ou dans la nature, pour exprimer la gratitude, l'admiration ou l'émerveillement. Pour sa part, Prince Paul Mutamba, petit-fils du roi, introduira l'événement avec une présentation vidéo sur sa figure emblématique. Par la suite, une session, modérée par la curatrice renommée Anne Wetsi Mpoma, rassemblera des experts en vue de discuter de l'impact colonial et des perspectives de restitution et de réparation. Prendront part à cette session, Didier Mumengi, professeur et historien qui partagera son expertise sur le contexte colonial entourant l'exécution du roi ; Jean Mutamba, président de la Fondation Yakaumbu Kamanda Lumpungu, qui évoquera les initiatives visant à préserver cet héritage et les projets de développement à

Kabinda; et la princesse Ytal Bena Lumpungu, fondatrice d'aFreeKam et chercheuse indépendante, qui apportera une perspective afrocentrée à la discussion, insistant sur l'importance d'une approche authentique et respectueuse de l'héritage africain.

Un leader visionnaire

Yakaumbu Kamanda Lumpungu, explique-t-on, a marqué son peuple par une gestion socio-économique éclairée, une stratégie politique avisée et un engagement sans faille pour la protection et les intérêts de ses communautés. « Sa relation complexe avec l'administration coloniale, marquée par son refus de soumission et sa revendication d'indépendance, lui valut la crainte et la haine des oppresseurs. Dès lors, la vendetta



orchestrée par les colons culmina dans une pendaison publique, destinée à semer la terreur et effacer sa mémoire. Pourtant, loin de réussir, cet acte ignoble

n'a fait que renforcer son statut de martyr et de symbole de résistance contre l'oppression coloniale », apprend-on.

Patrick Ndongidi

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Russie, 7e journée, 2e division

Toujours privé d'Erving Botaka Yoboma, blessé depuis la 1re journée, l'Arsenal Tula prend un point à Tyumen (0-0). Match nul à l'extérieur également pour Ural à Neftekhnik (1-1). Emmerson Illoy-Ayyet est resté sur le banc. Tula et Ural sont premier et deuxième avec respectivement 15 et 14 points.

Serbie, 6e journée, 1re division

Le déplacement du TSC Backa Topola chez l'Etoile Rouge est reporté à une date ultérieure en raison des échéances européennes du club de Belgrade. Arrivé le 1er juillet au TSC, Prestige Mboundou n'a joué que 15 minutes, lors de la 4e journée. Sera-t-il en jambes pour la sélection, début septembre ?

Suisse, 5e journée, 1re division

En match avancé, pour cause de participation européenne des deux clubs, le Servette a battu les Young Boys de Berne 3-1 le 24 juillet. Titulaire, Bradley Mazikou avait participé au succès avec une passe décisive. Sylver Ganvoula a également joué toute la rencontre.

La rencontre Lausanne-Lugano aura lieu le 19 septembre. Samedi, les Vaudois jouaient un match amical contre Sochaux (1-1), sans Morgan Poaty, touché aux ischios début août.

Suisse, 5e journée, 2e division

Thoune bat Nyon 4-2. Titulaire, Trésor Samba a marqué le deuxième but de son équipe, à la 64e, avant d'être remplacé à la 79e.

Turquie, 3e journée, 1re division

Vendredi soir, Gaïus Makouta connaissait sa première titularisation en Turquie, lors de la réception de Goztepe. Alors qu'Alanyaspor était mené, Makou-

ta effectue une première percée d'une surface l'autre et sert Cordova, qui manque totalement son tir (46e).

Deux minutes plus tard, il sollicite le ballon par un bon appel croisé. Servi par Karaca, il remet en remière intention au deuxième poteau pour Odzemir qui égalise (48e).

Chandrel Massanga, titulaire, et Hattayspor s'inclinent à Antalyaspor (2-3). Notons que les visiteurs ont été réduits à dix à la 51e.

Breyton Fougeu est resté sur le banc lors du match nul de l'Adana Demirspor à Kasimpasa (2-2).

Turquie, 3e journée, 2e division

Francis Nzaba était titulaire lors du revers d'Erokspor à Boluspor (1-2). Corum prend un point à Bandirmaspor (0-0). Remplaçant, Durel Avounou est entré à la 84e.

Ukraine, 3e journée, 1re division

Pour la réception de l'Obolon Kiev, trois Congolais avaient pris place sur le banc de touche du FC Polysia. Beni Makouana est entré à la 59e en lieu et place de l'ailier gauche Nazarenko, auteur d'un triplé.

Lancé à la 83e, Jerry Yoka a disputé ses premières minutes, une semaine après avoir marqué avec la réserve.

Borel Tomanzoto est resté sur le banc.

Géorgie, 22e journée, 1re division

Avec Romaric Etou titulaire, mais sans Déo Gracias Bassinga, non retenu, Dila Gori s'impose largement sur le terrain du Toredo Kutaisi (5-1). Dila Gori est premier avec six points d'avance sur son adversaire.

Italie, 2e journée, 1re division

Sans Gabriel Charpentier, non retenu,

Parme bat l'AC Milan 2-1.

Warren Bondo était titulaire lors de la défaite de Monza face au Genoa (0-1).

Israël, 1re journée, 1re division

Fernand Mayembo, titulaire, et l'Hapoel Haifa prennent un point à Hadera (0-0). Luxembourg, 4e journée, 1re division Yann Mabella, titulaire, et le Racing Union prennent le point du nul 0-0 à Strassen (0-0). L'attaquant formé à Nancy a inscrit 3 buts en 3 journées.

Malte, 2e journée, 1re division

Floriana rapporte le point du nul de son déplacement chez les Hamrun Spartans (1-1). Titulaire dans les buts, Christopher Mafoumbi s'est incliné sur penalty à la 24e minute.

Pays-Bas, 3e journée, 1re division

Brayann Pereira était titulaire lors du succès du NEC Nîmègue face à Zwolle (1-0). Averti à la 55e et remplacé à la 66e.

Pays-Bas, 3e journée, 2e division Sans Kevin Monzialis, absent, Den Bosch est tenu en échec par MVV (1-1).

Portugal, 3e journée, 1e division

Première convocation pour Jordi Mboundou, lancé à la 59e lors du match nul de Gil Vicente à Estoril (0-0).

Portugal, 3e journée, 2e division

Bryan Passi, titulaire, et Mafra sont tenus en échec par Portimonense (2-2).

Angleterre, 3e journée, 2e division

Associé à Brownhill à la récupération, Han Noah Massengo a été remplacé à la 63e lors du revers de Burnley à Sunderland (0-1). Avec une titularisation et deux entrées en jeu, l'ancien Monégasque a déjà joué davantage après trois journées que durant toute la saison passée.

Angleterre, 3e journée, 3e division

Northampton Town prend un point à Barnsley (2-2). Remplaçant, William Hondermarck est entré à la 71e, alors que son équipe était menée 0-2.

A la 73e, sur une touche anodine au milieu de terrain, le natif d'Orléans récupère le ballon et amorce le contre du 2-1.

Loïck Ayina n'était pas dans le groupe d'Huddersfield, vainqueur 1-0 de Shrewsbury. En fin de contrat en juin prochain, le défenseur de 21 ans devrait quitter le club avant la fin du mercato.

Angleterre, 4e journée, 5e division

Malgré l'entrée en jeu d'Offrande Zanzala à la 53e, Fylde concède le nul 0-0 face à Maidenhead United.

Belgique, 5e journée, 1re division

Remplaçant, Mark Mampassi est entré à la 70e lors du revers de Courtrai à Charleroi (0-1).

Le match du Cercle de Bruges face à Genk a été reporté en raison de la participation de l'équipe de Senna Miangué aux éliminatoires de la Ligue Europa.

Bulgarie, 6e journée, 1re division

Ryan Bidounga était titulaire dans l'axe de la défense du CSKA 1958 face au Slavia Sofia (2-0). A la 24e, sur un centre adverse, il dégage son camp d'une tête autoritaire qui amène l'occasion du 1-0. La deuxième titularisation de l'international congolais, expulsé lors de la 1re journée.

Croatie, 4e journée, 1re division

Merveil Ndockyt a joué l'intégralité du match perdu par Gorica chez le Dinamo Zagreb (1-2).

Camille Delourme



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 014/MPSIR/2024/UGP PRACAC RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDES EN VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE, ABUS ET EXPLOITATIONS SEXUELS ET HARCELEMENTS SEXUELS (VBG/AES/HS) POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE



I-CONTEXTE

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire.

A cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désigné pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre de : Recrutement d'un Spécialiste en Violences Basées sur le Genre, abus et exploitations Sexuels et Harcèlements Sexuels (VBG/AES/HS) pour le Projet.

I-TACHES ET RESPONSABILITES

Sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet, le (la) Spécialiste en Violences Basées sur le Genre, abus et exploitations Sexuels et Harcèlements Sexuels (VBG/AES/HS) sera chargé entre autres de :

-Appuyer le projet dans la prévention, l'atténuation des risques, et la réponse aux VBG, EAS et le HS, liées à la mise en œuvre des activités du Projet ;

-Veiller à l'application et au respect, dans la conduite des activités du Projet, des dispositions juridiques nationales et internationales ainsi que des normes du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale en matière de sauvegardes sociales et notamment de prévention et gestion des potentiels risques et cas de VBG/EAS/HS ;

-vulgariser, mettre en application les dispositions VBG/EAS/HS des documents de sauvegardes du Projet, faire le suivi de leur mise en œuvre et au besoin mettre à jour le document d'évaluation des violences basées sur le genre (VBG) - Annexe 12 du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), mais aussi (i) du Plan d'engagement environnemental et social (PEES) (ii) du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), (iii) du Cadre de Planification en faveur des Populations Autochtones (CPPA), (iv) du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR), (v) du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) ; (vi) du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PMPP), (vii) des Procédures de gestion de la main-d'œuvre (PGMO) ;

-Assurer la supervision de la préparation, puis la vulgarisation et la mise en œuvre des dispositions VBG/EAS/HS des plans de sauvegardes, notamment des (i) Plans en faveur des Populations Autochtones (PPA), (ii) Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ou Plan succinct de réinstallation (PSR), (iii) Plan de restauration de moyens de subsistance (PRMS) ; Plan d'action pour la prévention et réponse aux Violences Basées sur le Genre, Exploitations et Abus Sexuels, Harcèlement Sexuel (VBG/EAS/HS) ;

-Élaborer le Plan d'action pour la prévention et réponse aux Violences Basées sur le Genre, Exploitations et Abus Sexuels, Harcèlement Sexuel (VBG/EAS/HS), en collaboration avec les spécialistes en sauvegardes ;

-élaborer un protocole de réponse aux cas de VBG au sein du mécanisme de gestion des plaintes (MGP), en assurant une approche « axée sur le/la survivant(e) » pour faire en sorte que les personnes ayant subi un incident de VBG reçoivent une assistance médicale, psychosociale et juridique conforme aux besoins de chacun(e), sous réserve du

consentement éclairé de la victime et, tout en respectant son droit à la confidentialité et sécurité (ceci comprendra un suivi régulier sur le terrain pour vérifier le bon fonctionnement du MGP, les pistes d'entrée appropriées, et la qualité des services dans le circuit de référencement) ;

-Appuyer le spécialiste en sauvegardes sociales dans la mise en œuvre du MGP, notamment en ce qui concerne le rapportage et le suivi des plaintes liées aux VBG/EAS/HS pour assurer le respect des principes directeurs concernant la confidentialité et la sécurité dans la collecte, le stockage, et le partage éthique des données liées aux plaintes de VBG ;

-Mettre en pratique les dispositions relatives à l'apport d'un soutien holistique à tout survivant de VBG, EAS et HS, en assurant un suivi sur le long terme en travaillant notamment avec les Centres d'Actions Sociales (CAS) du Ministère des affaires sociales de la solidarité et de l'action humanitaire, le Ministère de la promotion de la femme, de l'intégration de la femme au développement et de l'économie informelle ou toute autre institution jugée digne de confiance ;

-Intégrer les éléments VBG/EAS/HS dans les documents préparés par le Projet (notamment les TdRs, contrats des prestataires, Dossiers d'Appel d'Offre (DAO), dossiers de demande de cotation, contrats, codes de conduite des prestataires, screening, etc.) en collaboration avec le spécialiste en passation de marchés ;

-Veiller à l'élaboration, à la signature, à la diffusion et au suivi de la mise en œuvre d'un Code de Conduite pour les parties prenantes du Projet (y compris les Ministères impliqués et l'UGP) qui garantisse un environnement de travail sûr et respectueux pour le personnel féminin et qui prohibe et sanctionne les EAS et HS ;

-Superviser les prestations des prestataires du Projet, notamment des activités de construction, pour s'assurer de la prise en compte des VBG/EAS/HS sur les chantiers ;

-Contribuer au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des éléments VBG, EAS et HS des documents de sauvegardes environnementale et sociale du Projet ;

-Participer à l'élaboration du Plan de Travail Budgétisé Annuel (PTBA) en définissant et chiffrant les besoins en études, formations et toute autre activité en matière de prévention des risques de VBG/EAS/HS ;

-Superviser la réalisation de toutes les activités du PTBA liées à la prévention des risques de VBG/EAS/HS, concernant notamment les populations vulnérables (ex-combattants, personnes âgées, jeunes sans-emplois personnes handicapées, jeunes filles mères, Populations Autochtones) ;

-Mettre en place un plan de suivi-évaluation des activités relatives à la prévention et la gestion des cas de VBG, avec l'appui du spécialiste en suivi-évaluation du Projet, assorti des indicateurs de résultats et leurs valeurs cibles, puis collecter les données de façon conforme aux bonnes pratiques du secteur ;

-Contribuer à l'élaboration des documents suivants avant leur transmission à la Banque mondiale :

- rapports de suivi des sauvegardes environnementales et sociales du Projet (trimestriel) incluant une section sur les risques de VBG/EAS/HS et les activités réalisées ;
- rapports de mise en œuvre du MGP (trimestriel) ;
- rapports de Suivi-Evaluation du Projet (trimestriel) ;
- rapport de Suivi Financier (RSF) (trimestriel) ;

•rapports circonstanciels en cas d'incident social ou en cas d'accident ;

-Préparer un plan de formation sur les VBG tout au long du Projet et assurer sa mise en œuvre (organiser et former les parties prenantes du Projet, notamment les ouvriers, le personnel du Projet, les acteurs communautaires) ;

-Etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

Le candidat à ce poste devra :

-Avoir une formation universitaire de niveau Bac+5, avec une spécialisation en Sciences sociales, Sciences humaines ou Sciences économiques, Ingénierie et ou Gestion de l'Environnement ou tout autre domaine assimilable ;

-Avoir au moins 3 ans d'expérience pertinente dans la mise en œuvre des activités de prévention et réponses aux violences basées sur le genre et/ou de violence y compris la conduite des campagnes de sensibilisation sur le VBG

-Avoir une expérience professionnelle dans le contexte d'urgences sanitaire et de l'aide humanitaire ;

-Avoir une expérience professionnelle pertinente dans le suivi environnemental et social des projets de développement, de préférence appuyés par la Banque mondiale ;

-Avoir une expérience significative dans la prévention et le règlement des conflits dans le cadre de projets environnementaux et/ou de développement rural ;

-Avoir une expérience significative dans la conduite des campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes, la santé de la reproduction, basées sur l'IEC/CCC (Information-Education-Communication / Communication pour le Changement de Comportement) ;

-Avoir une bonne connaissance de la législation nationale et du Cadre Environnementale et Social (CES) de la Banque mondiale en matière de VBG/AES/HS ;

-Avoir une expérience avérée en communication, notamment avec les groupes défavorisés ;

-Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique en général, notamment des outils du Pack Office (Word, Excel, PowerPoint, Outlook) ;

-Avoir une bonne connaissance du suivi des projets de développement et notamment des procédures et de la réglementation nationale congolaise, des procédures, des Normes Sociales et du Cadre Environnemental et Social de la Banque Mondiale ;

-Avoir une connaissance des principes directeurs et éthiques qui gouvernent le travail avec les survivantes/ victimes des VBG et des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des activités de prévention et lutte contre les violences basées sur le genre ;

-Avoir une bonne connaissance des questions de genre et de vulnérabilité ;

-Avoir une expérience des méthodes de collecte et d'analyse des données sur les VBG ainsi que dans l'analyse situationnelle des problématiques liées aux violences basées sur le genre ;

-Avoir la capacité de travailler en équipe, de proposer des solutions aux problèmes rencontrés et être enclin à réaliser de nombreuses missions de terrain dans des zones difficiles d'accès ;

-Avoir une bonne connaissance des questions de genre et de vulnérabilité ;

-Avoir une bonne expression orale et écrite en français ;

-Avoir une bonne connaissance d'au moins une langue nationale (Lingala, kituba) constitue un atout ;

-Avoir la capacité de travailler sous pression.

NB :

•Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.

• Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

•Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.

•Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillants, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.

•Les candidatures féminines sont encouragées.

IV-METHODE DE SELECTION

La sélection des candidats se fera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à manifestation d'intérêt ; ii) une phase d'interview pour laquelle, les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront avec les pièces constitutives de leurs dossiers de candidatures. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 09 octobre 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Spécialiste en Violences Basées sur le Genre, abus et exploitations Sexuels et Harcèlements Sexuels (VBG/AES/HS) pour le Projet PRRU ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82
E-mail : pracaccongo@gmail.com
Centre-ville/Brazzaville-CONGO
Fait à Brazzaville, le 22 août 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

COOPÉRATION

Le Venezuela consolide ses relations culturelles avec le Congo

Les ambassades de la République bolivarienne du Venezuela à travers le monde ont organisé des activités politique, culturelle et sportive le week-end dernier. Au Congo, cela a été marqué par l'animation culturelle avec le groupe Tam-Tam des femmes, ainsi que l'échange avec les jeunes apprenants de langue espagnole latino-américaine dans ladite ambassade.

La tenue des activités auxquelles a pris part la jeunesse congolaise s'inscrit dans le cadre de la manifestation pour la solidarité et le soutien au peuple vénézuélien et à son gouvernement, suite à la réélection de leur président de la République, Nicolas Maduro. « Aujourd'hui dans toutes les ambassades du Venezuela à travers le monde, se sont organisées des activités politique, culturelle et sportive, pour montrer la coopération et le soutien des différents peuples du monde à la révolution bolivarienne. Ceci pour montrer aussi que nous, peuple vénézuélien, avons acquis la paix sans l'intervention étrangère. Cette paix chèrement acquise, qui nous a permis de voter en toute souveraineté et en toute indépendance notre président, Nicolas Maduro, pour un troisième mandat », a déclaré un responsable de l'ambassade du Venezuela au Congo.

Pour lui, aucune personne venant d'ailleurs ne peut leur imposer ce qu'ils doivent faire. « Nous faisons nous-mêmes ce qui est bon pour notre pays. Aucune personne venant d'ailleurs ne peut nous dire ce qu'il faut faire et qui choisir. Le peuple vénézuélien est libre et souverain de porter son choix sur qui il veut. Nous coopérons avec divers peuples et différents gouvernements du monde. Cela s'explique aussi par la tenue de ces activités partout



Des jeunes étudiants congolais venus assister à l'événement/DR

où nous avons nos ambassades. Ici à Brazzaville, nous avons suivi le groupe Tam-Tam des femmes. Ces femmes sont talentueuses. Elles sont très fortes, très bonnes et nous ont épatés. Nous allons les envoyer au Venezuela pour démontrer votre culture, la culture congolaise, aussi pour dire que nous avons la même culture noire », a-t-il poursuivi. Enfin, il a indiqué que le pays est en paix en dépit des gens de mauvaise foi qui ont mis beaucoup d'argent en jeu pour dire autre chose que ce qui se passe réellement au Venezuela, des gens qui veulent perturber cette paix par le mensonge. Le Venezuela est bel et bien en paix et pour preuve, a-t-il confirmé, le gouvernement a mis en place tous les pouvoirs de l'État pour défendre le pays, notamment l'exécutif, lé-

gislatif, le juridique, électorale et morale.

Un pays ouvert dans la coopération

Parlant de la coopération, ce responsable de l'ambassade a indiqué que le président commandant Hugo Chavez avait reconnu l'Afrique comme le continent mère, parce que les Vénézuéliens sont des descendants de ce continent. C'est pourquoi il a signé la coopération avec beaucoup des pays africains. Le président Nicolas Mauron est donc sur les traces du président commandant Hugo Chavez et soutient la politique extérieure du Venezuela en Afrique. « Nous allons continuer ainsi avec la coopération culturelle pour voir quels sont les groupes avec lesquels nous pouvons travailler sur

les manifestations culturelles, parce que nous avons là-bas l'héritage africain pour danser et jouer. Nous continuons aussi à dispenser les cours d'espagnol latino-américain à la jeunesse congolaise afin de lui offrir des opportunités dans le travail qu'elle aura à faire tant dans le secteur privé que public. On va également continuer la coopération dans d'autres domaines », a-t-il assuré.

Les jeunes étudiants congolais qui ont participé à cette activité ont aussi exprimé leur soutien au président et au peuple vénézuélien. C'est le cas d'Hervé Kimbantsa, étudiant en licence II à la faculté de droit. « Je salue la coopération culturelle avec le Venezuela. Je suis étudiant en langue espagnole latino-américaine, promotion 2024. Présentement, je

peux tenir plus d'une trentaine de minutes de dialogue en espagnol latino-américain, cela me réjouit énormément. J'en profite aussi de l'occasion pour lancer un vibrant appel au peuple vénézuélien d'être toujours debout et d'être heureux de ce qu'il a et de ce qu'il fait », a indiqué l'étudiant.

Pareil pour Tania Belvie Bokouango, étudiante en deuxième année de master à la faculté des sciences économiques. « Nous sommes venus nous procurer de ce qui se passe au Venezuela après la réélection du président Nicolas Maduro Moros. C'est vrai, il y a eu quelques contestations bien organisées, mais le président Maduro a été bel et bien réélu et a le soutien de son peuple et des amis du Venezuela, notamment la jeunesse congolaise. En ce qui concerne la coopération avec ce pays, c'est une bonne initiative parce qu'elle permet à cette jeunesse d'apprendre une langue étrangère à l'instar de l'espagnol latino-américain. Cette initiative m'a permis aujourd'hui de tenir un dialogue en espagnol, notamment sur comment se présenter, écrire en cette langue. Me rendre au Venezuela me permettra davantage d'approfondir ma connaissance en langue espagnole latino-américaine », a-t-elle fait savoir.

Bruno Zéphirin Okokana

13^e ÉDITION DE LA GUINGUETTE AFRICAINE DE SURESNES

Clap de fin

Le 25 août, l'esplanade des Landes a livré ses derniers mets et ses dernières notes musicales, l'occasion d'ultimes rencontres de l'édition 2024 de la guinguette africaine de Suresnes.

La guinguette africaine de cet été, inaugurée par Guillaume Boudy, maire de Suresnes, en présence de l'artiste-musicien Roga Roga, a rangé ses transats. Cet événement participatif, véritable lieu de rencontres, visait à maintenir le lien social entre les membres de la diaspora africaine, les amis de l'Afrique, les habitants, commerçants et associations de Suresnes.

Après quasiment deux mois d'animations, d'expositions, de spectacles et de concerts, cette treizième édition s'est déclinée en multi mini-guinguettes : guinguette du livre et guinguette de la Sape avec ses olympiades. Elle a permis également de tenir la deuxième exposition-photos archives des Congolais de France prises par Roch Le Prince à Djambala, Ouesso et Sibiti, en

traversant le Mayombe par bus. Avec le public enthousiaste du dernier dimanche, l'esprit festif et populaire dans une coloration cosmopolite a encore prévalu.

« Nous sommes très satisfaits de cette édition, les membres de la diaspora africaine, les amis de l'Afrique et bien d'autres ont été fidèles aux rendez-vous de fin de semaine. Les animations musicales, littéraires et culturelles ont eu un beau succès », a-t-on déclaré.

Comme à l'accoutumée, une partie des recettes permettra de



Ambiance détendue à la guinguette africaine de Suresnes 2024/DR

« Nous sommes très satisfaits de cette édition, les membres de la diaspora africaine, les amis de l'Afrique et bien d'autres ont été fidèles aux rendez-vous de fin de semaine. Les animations musicales, littéraires et culturelles ont eu un beau succès »

subvenir aux besoins des associations congolaises.

Célestin Sounda Stewart, Babin Babingui, Roch Le Prince et l'équipe de bénévoles s'affairent déjà pour la tenue de la quatorzième édition.

Marie Alfred Ngoma



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 012/MPSIR/2024/UGP PRACAC RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SAUVEGARDES ENVIRONNEMENTALES POUR LE PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE URBAINE



I-CONTEXTE

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, une Avance de Préparation (PPA) pour le Projet de Renforcement de la Résilience Urbaine (en cours de préparation) qui vise entre autres objectifs : d'améliorer l'accès aux services urbains de base résilients et d'accroître la résilience aux risques d'inondation et d'érosion dans des zones sélectionnées de Brazzaville et de Pointe-Noire.

A cet effet, l'Unité de Gestion du Projet Régional d'Amélioration des Corridors de Transport Routier et Fluvial en Afrique Centrale (PRACAC) désigné pour gérer l'avance de préparation et les fonds y relatifs a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer des paiements au titre du : Recrutement d'un Spécialiste en Sauvegardes environnementales pour le Projet.

II-TACHES ET RESPONSABILITES

Sous la supervision du Coordonnateur du Projet, le (la) Spécialiste en Sauvegardes environnementales sera chargé entre autres de :

a) En matière de Planification, innovation et coordination des diligences Environnementales :

- Mettre en œuvre les mesures et actions convenues dans le Plan d'engagement Environnemental et Social (PEES) ;
- Veiller à la mise aux normes d'hygiène-santé et sécurité des bureaux du projet ;
- Mettre en œuvre les procédures de Gestion Environnementale et Sociale prévues dans le CGES et le Plan de Gestion des Nuisibles préparés pour le projet ;
- Assister le Coordonnateur et toute l'équipe de gestion du Projet dans toutes les actions de coordination intersectorielle concernant l'exécution du Projet en matière de diligences environnementales ;
- Contribuer à l'élaboration des termes de référence des études d'impact nécessaires et autres instruments de sauvegarde supplémentaires en veillant notamment au respect des exigences des Normes Environnementale et sociale de la Banque mondiale ;
- Coordonner l'élaboration des dites études et des instruments supplémentaires de sauvegarde ;
- Participer à l'élaboration et la mise à jour du plan de travail annuel du Projet et s'assurer que les aspects environnementaux relatifs à chaque activité du projet sont bien pris en compte et que les provisions budgétaires sont faites pour leur mise en œuvre.
- Réviser et approuver les PGES et PHSS (Plans Hygiène Santé Sécurité) spécifiques des entrepreneurs

b) En matière de Surveillance et suivi environnemental :

- Préparer, en collaboration avec l'équipe de la Banque mondiale, les missions de supervision en ce qui concerne les mesures de sauvegarde environnemen-

tales ;

- Surveiller, suivre et évaluer la composante environnementale pour vérifier l'efficacité des mesures d'atténuation des impacts et de leur conformité aux PGES par le projet ;
- Veiller à l'obtention des différentes autorisations environnementales au titre des lois sur l'environnement et l'indemnisation ;
- Veiller au respect strict de l'application sur tous les chantiers des mesures d'hygiène, de santé et de sécurité au travail ;
- Contribuer à l'élaboration des DAO, en ce qui concerne les cahiers de clauses environnementales et sociales ;
- Veiller au respect des clauses environnementales prévues dans le DAO ;
- Veiller à la mise en œuvre des actions correctives aux cas de non-conformités environnementales identifiés sur les différents sites des travaux ;
- Notifier, investiguer et reporter les incidents et accidents de travail.
- Anticiper sur les changements dans l'environnement du projet et faire des propositions de mesures d'adaptation et de prise en compte des changements.

c) En matière de communication et renforcement des capacités :

- Participer à l'élaboration et la mise en œuvre du plan / stratégie de communication du projet avec la promotion des bonnes pratiques environnementales ;
- Sensibiliser et former, le personnel de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) et des structures parties prenantes concernées sur la prise en compte des dimensions environnementales dans le cadre du projet ;
- Mettre en place et animer une plateforme sectorielle des acteurs intéressés et impliqués dans la gestion des aspects environnementaux.

d) En matière de Reporting, suivi-évaluation et archivage :

- Contribuer à la collecte des données concernant le suivi-évaluation des activités de gestion environnementale du Projet ;
- Coordonner l'élaboration des indicateurs environnementaux, tâche qui exige la mobilisation de plusieurs parties prenantes et qui doit être participative ;
- Produire les rapports spécifiques et les rapports d'activités mensuels (projet) et trimestriels (y inclus l'état de mise en œuvre du PEES -Banque mondiale) ;
- Produire les différents rapports d'activités du Projet en ce qui concerne la surveillance et le suivi environnemental du Projet ;
- Mettre en place un système d'archivage (physique et numérique) des informations environnementales du projet ;
- Etc.

III-QUALIFICATIONS REQUISES

Le candidat à ce poste devra :

-Être titulaire d'un diplôme universitaire, niveau BAC + 5 au moins dans l'un des

domaines suivants : gestion de l'environnement, sciences de la nature et de l'environnement, géographie, agronomie, développement urbain, gestion des ressources naturelles ou tout autre domaine équivalent aux métiers de l'environnement,

-Avoir une expérience d'au moins cinq (5) ans dans le suivi de la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale, dont au moins 3 ans dans les projets d'infrastructures financés par les bailleurs de fonds ou tout autre bailleur ayant des exigences similaires en matière des sauvegardes ;

-Avoir conduit ou supervisé au moins deux (02) études d'impact environnemental et social du secteur urbain ou 05 notices d'impact environnemental et social au cours des dix (10) dernières années ;

-Avoir une bonne connaissance de la législation environnementale Congolaise ainsi que des Normes Environnementales et Sociales (NES) de la Banque mondiale (concernant les NES justifier obligatoirement au travers du certificat avoir achevé le cours en ligne sur le Cadre environnemental et social ou avoir travaillé dans un projet couvert par le cadre environnement) ;

-Avoir une expérience d'au moins trois (03) ans dans un poste similaire dans les projets de développement urbain financés par les Bailleurs de fonds ou tout autre bailleur ayant des exigences similaires en matière des sauvegardes ;

-Avoir une expérience dans la zone du projet constituerait un atout ;

-Avoir la capacité de rédiger des rapports techniques exploitables par les Bailleurs de fonds ;

-Avoir des aptitudes en matière de négociation, d'animation et de formation des groupes diversifiés ;

-Posséder une expérience significative dans les domaines de la sensibilisation, de la formation et de la participation des populations à la mise en œuvre des activités des projets de développement

-Avoir une bonne connaissance des applications logicielles couramment utilisées et éventuellement des systèmes d'information géographique ;

-Avoir une expérience en pratiques dans les projets de développement urbain ;

-Avoir une expérience en formation de groupe sur les aspects environnementaux ;

-Avoir une expérience en matière d'hygiène et de sécurité du travail ;

-Avoir une expérience dans les zones d'intervention du Projet.

NB :

•Tous les candidats fonctionnaires doivent noter que dans l'éventualité qu'ils sont retenus, ils ne pourront être recrutés qu'à condition qu'ils puissent prouver et/ou justifier qu'ils sont soit détachés ou mis en disponibilité par la fonction publique, et s'engagent individuellement dans le cadre de contrats de consultants individuels.

•Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite, soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

•Les candidatures émanant de personnes ayant exercé au sein d'une unité de gestion d'un projet financé par la Banque mondiale et frappé de dépenses inéligibles, seront désavantagées.

•Pour assurer la non-perturbation de l'exécution des projets de développement, les candidats travaillants, au sein d'une unité de gestion de l'un des projets de développement financés par la Banque mondiale dont la date de clôture vient à terme dans l'année suivant la publication des présents termes de référence, ne sont pas autorisés.

IV-METHODE DE SELECTION

La sélection des candidats se fera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans l'appel à manifestation d'intérêt ; ii) une phase d'interview pour laquelle, les candidats présélectionnés sur la liste restreinte se présenteront avec les pièces constitutives de leurs dossiers de candidatures. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

V-DEPÔT DES CANDIDATURES

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets à l'adresse indiquée ci-dessous de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 02 octobre 2024 à 16H00, heure locale avec la mention : « Recrutement d'un Spécialiste en sauvegardes environnementales pour le Projet PRRU ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du Projet PRACAC
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. (242) 06 931 00 10/06 666 92 82
E-mail : pracaccongo@gmail.com
Centre-ville / Brazzaville-CONGO

Fait à Brazzaville, le 22 août 2024

Le Coordonnateur,

Benoît NGAYOU

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

AS Otohô fait un pas vers la prochaine étape

L'AS Otohô s'est imposée, le 25 août, au stade Alphonse-Massamba-Débat 2-0 devant les Equato-guinéens de 15 de Agosto en match aller du premier tour préliminaire de la Coupe africaine de la Confédération délocalisé à Brazzaville.

La manche retour prévue pour ce mercredi dans les mêmes installations avec le public cette fois-ci permettra au représentant congolais de finir le travail et de se qualifier pour le deuxième tour préliminaire. Le match aller prévu pour le 17 août au stade de Malabo ne s'était plus joué. La Confédération africaine de football avait décidé de le reprogrammer à Brazzaville et la rencontre s'est jouée à huis clos conformément à la mesure prise par la CAF. Les Congolais ont pris une option vers la qualification grâce à des réalisations de Wil-den Bokouya à la 32e minute et de Chris Vivien Baze Ibata à la 36e minute. L'AS Otohô abordera le match retour avec un avantage psychologique conséquent. Mais la copie présentée à la première manche mérite d'être revue.

«Effectivement, il y a beaucoup de choses à améliorer. Le plus important est d'abord de gagner. Tous ici



Avec un avantage de deux buts, AS Otohô abordera la manche retour dans de meilleures dispositions/Adiac

nous savons comment nous avons préparé cette compétition. Nous avons marqué deux buts. La première mi-temps a été bonne pour nous, mais à la deuxième,

nous avons complètement baissé. Il faut travailler dans cet axe pour être costaud pendant 90 minutes, parce que le match se joue après deux jours. Tenir bon sur-

tout en deuxième mi-temps et puis cherché à planter au moins un but pour démolir l'équipe adverse », a commenté Barthélemy Ngatsono, le coach de l'AS Otohô.

« Nous avons un effectif qui viendra jouer de la même façon que nous avons joué. Nous avons perdu le match par rapport à des erreurs que nous avons commises. Nous allons les corriger. Je crois que de la même manière que l'AS Otohô a marqué les deux buts, nous pouvons aussi faire autant », a indiqué Esono Moreno, l'entraîneur de 15 de Agosto. En cas de qualification, l'AS Otohô affrontera Black Bulls du Mozambique vainqueur d'Alize fort des Comores (7-0 à l'extérieur puis 4-0 à domicile). «Pour l'instant, nous avons le match du mercredi dans nos têtes, après on attendra ce match. Ils ont marqué onze buts en deux matches, cela dépend de l'adversaire en face. Au contraire, ils nous donnent déjà des signaux. Nous allons prendre les dispositions nécessaires », a assuré Barthélemy Ngatsono.

James Golden Eloué

NÉCROLOGIE

Messieurs Marcel Koumba, Auguste Ibovi, Guy Léon Ibovi et Mme Jeanne Ibovi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils, neveu, Lionel Emmanuel Koumba, en service à la clinique Guenin, survenu le 17 août à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n°22 de la rue Mboui, derrière le Comus de Moukondo, avenue des pylônes (3^e pylône).

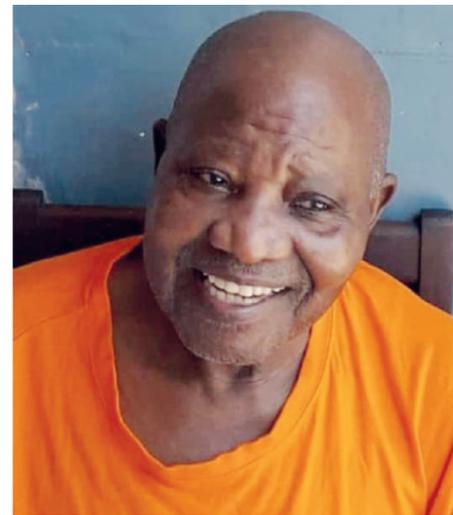
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Les enfants Mouanda (Christian, Destin, Silvère, Borel, Annick et Farlene) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Michel Mouanda, survenu le 19 août 2024, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°29 de la rue Konda à Ouenzé, vers l'avenue Boueta-Mbongo.

L'inhumation est prévue pour le vendredi 30 août, au cimetière privé Cité du ciel à Kintélé.



NOUS RECHERCHONS

Toute personne prête à s'unir à nous pour plus de rapprochement humain entre les deux rives du fleuve Congo, Kinshasa et Brazzaville en particulier.

Nous contacter au restaurant Orange, chez Mira, derrière le commissariat central.

Tél : 06 812 21 31 / 06 661 18 61 / 04 034 53 00

La veuve Lébalé Suzanne, la famille Kiali, les enfants Boukoua et les enfants Gambicky ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, tante et grand-mère, Alphonsine Nkili alias la sœur Nkili, survenu le 22 août 2024.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial au quartier Makabandilou sur l'avenue goudronnée à 100m de l'usine Ragec. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



AVIS DE PERTE

M. Chadi Abdoud de nationalité libanaise déclare avoir perdu son passeport numéro LR3637067 vers la corniche ou marché Bacongo. Toute personne l'ayant trouvé peut le contacter au numéro 06 704 99 77.

Une récompense est prévue à cet effet.



74^e SESSION DE L'OMS-AFRIQUE

Les enjeux sanitaires du continent en débat à Brazzaville

Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, a ouvert les travaux de la 74^e session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Afrique qui repose essentiellement sur les problématiques visant à améliorer la santé des Africains.

C'est sur le thème « Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde » que se tient la 74^e session de l'OMS-Afrique à Brazzaville du 26 au 30 août qui rassemble, entre autres, les ministres chargés de la Santé des quarante-sept pays membres ainsi que le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. « *Il s'agit de focaliser nos actions sur les problèmes de santé les plus en vue, sous le leadership de l'OMS. Je voudrais de nouveau appeler à une coalition en faveur de l'Initiative de la "Journée internationale des soins de santé primaire" lancée par mon pays en mai 2024 à Genève, lors de la dernière assemblée mondiale de la santé* », a déclaré le président Denis Sassou N'Gusso ouvrant les travaux de ladite session. Le président de la République a, par ailleurs, appelé à faire preuve d'une vigilance accrue pour une surveillance épidémiologique soutenue et une riposte urgente et efficace, soulignant le fait que cette 74^e session se tient au moment où l'épidémie de la variole du singe touche plusieurs pays.

Le Congo augmente sa contribution

Souhaitant la bienvenue à près de mille participants à cette 74^e session du Comité régional de l'OMS-Afrique, le



Le président de la République ouvrant les travaux de la 74^e session de l'OMS-DR

ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a annoncé l'augmentation de la contribution du pays. « *Le Congo, par ma voix, voudrait vous annoncer que sa contribution va augmenter de 50%. Une décision souveraine du président de la République* », a-t-il fait savoir. Cette charité bien ordonnée devant commencer par soi-même a été une manière pour le ministre Gilbert Mokoki de souligner la nécessité pour les Etats membres de se préoccuper du financement durable afin d'appuyer le projet du quatorzième programme général de travail 2025-2028

afin de répondre à la demande croissante d'amélioration du bien-être des populations. Le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a abondé dans le même sens dans son mot de circonstance. « *Les Etats doivent s'impliquer davantage pour la mobilisation des ressources* », a-t-il indiqué évoquant les progrès réalisés et les défis qui restent à relever.

Les questions de santé

Plusieurs problématiques sanitaires qui concernent le continent seront débattues durant cette 74^e session du

Comité régional de l'OMS-Afrique. Parmi elles, « *La transformation en vue de l'obtention des résultats : renforcer les systèmes africains de santé grâce aux réformes de l'OMS* », sujet en débat le 26 août ; « *Cycle d'investissement de l'OMS : faire entendre la voix de l'Afrique* » qui fera l'objet des échanges le 27 août ; « *Faire face à l'urgence de santé publique que représente la mortalité évitable de l'enfant dans la région africaine de l'OMS* », le 28 août ; « *Le chemin qui mène à zéro cas d'infection : en finir avec la poliomyélite dans la région africaine* ».

Election

L'actuelle directrice régionale de l'OMS-Afrique, le Dr Matshidiso Moeti, première femme à occuper cette fonction, est en fin de mandat. Les travaux de la 74^e session du comité régional seront ainsi ponctués par l'élection de son successeur. Quatre candidats sont en lice pour le poste de directeur régional. Il s'agit notamment du Dr Boureima Hama Sambo du Niger ; du Dr Richard Mihigo du Rwanda ; du Dr Ibrahim Socé Fall du Sénégal ; du Dr Faustine Engelbert Ndugulile de la Tanzanie.

En attendant les conclusions

La 74^e session du Comité régional de l'OMS-Afrique en cours à Brazzaville débouchera, sans nul doute, sur des conclusions ou recommandations que le nouveau directeur régional qui sera élu, à l'issue des travaux, mettra en exécution. En attendant, le président Denis Sassou N'Gusso a souhaité un plein succès aux travaux. « *Pour une Afrique plus sûre de ses capacités opérationnelles sur le plan sanitaire, pour une Afrique mieux préparée face à la maladie, je souhaite pleins succès à vos travaux* », a-t-il conclu.

Rominique Makaya

Une distinction pour le président Denis Sassou N'Gusso



Le président Denis Sassou N'Gusso recevant sa distinction des mains du directeur général de l'OMS et de la directrice régionale de l'OMS-DR

A l'ouverture des travaux de la 74^e session du Comité régional de l'OMS-Afrique le 26 août à Brazzaville, le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus et la directrice régionale, le Dr Matshidiso Moeti, ont remis au président Denis Sassou N'Gusso une distinction pour son engagement en faveur de la santé et ses actions en matière de protection de la biodiversité. « *Dans sa contribution notable à la promotion de la santé dans la région d'Afrique en général et au Congo en particulier, le président Denis Sassou N'Gusso a soutenu le travail de l'OMS. Il a été à l'avant-garde des efforts visant à accélérer le progrès vers la couverture sanitaire universelle. Il a volontiers*

accepté de mener la lutte contre les médicaments contrefaits au niveau continental. Il a également fait preuve d'un grand leadership en ce qui concerne la protection de la biodiversité. Il est sans conteste un lauréat méritant de ce prix décerné par l'OMS », a déclaré le Dr Matshidiso Moeti.

Après avoir reçu la distinction, le président Denis Sassou N'Gusso a déclaré : « *Permettez-moi, enfin, de traduire ma reconnaissance et d'exprimer tous mes remerciements à l'Organisation mondiale de la santé pour la distinction honorifique décernée à ma modeste personne et qui fait la fierté légitime du peuple congolais* ».

Rominique Makaya